

Chapitre 7 : Les transformations des structures économiques, sociales et démographiques depuis le 19^{ème} siècle

Ce que dit le programme

Ce chapitre s'inscrit dans la continuité du module 2 (Croissance et développement du XIX^e siècle à nos jours) dont il constitue le 2^{ème} thème (le 1^{er} était consacré à la croissance et au développement)

Objectifs du thème 2

On présentera les transformations des structures économiques, sociales et démographiques et on montrera que leurs relations avec la croissance sont complexes

Ce thème 2 est divisé en 3 sous thèmes

2.2.1. Les transformations des structures économiques et financières

Croissance, développement et transformations du système productif sont en interaction permanente. On étudiera l'**évolution de la productivité**, ainsi que les **mutations des secteurs d'activité et des modes de financement** depuis la révolution industrielle.

2.2.2. Mobilité sociale et transformations des structures sociales

Les transformations économiques s'accompagnent de transformations de la structure sociale. La prise en compte du temps long sera nécessaire pour appréhender les **évolutions des groupes sociaux** et le **changement social**. L'analyse de la **mobilité sociale** nécessitera de s'interroger sur les instruments de sa mesure et la définition des populations concernées. On étudiera les **trajectoires individuelles et collectives**.

2.2.3. Transformations démographiques et évolution des modes de vie

On présentera le mode de calcul et la signification des **grands indicateurs démographiques**. On étudiera les **relations entre développement économique, évolution des pyramides des âges et flux démographiques**. On montrera que les **modes de vie - notamment la consommation - se transforment** en raison de multiples facteurs, sociologiques, démographiques et environnementaux.

Introduction

Mutations économiques, sociales et démographiques majeures depuis 2 siècles

=> Qu'est-ce qui dans le domaine économique, mais aussi social et démographique a marqué, sans doute assez irrémédiablement, les sociétés depuis le milieu du 19^{ème} siècle c'est-à-dire depuis l'affirmation de l'ère industrielle ?

I. Les transformations des structures économiques et financières

Bibliographie

Sur le capitalisme

B. Amable, *Les cinq capitalismes*, Seuil, 2005

F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, 2018

D. Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Repères, La Découverte, 2016

Sur la tertiarisation et la désindustrialisation

P. Artus et M.P. Virard, *La France sans ses usines*, Fayard, 2011

D. Cohen, *Trois leçons sur la société post industrielle*, La république des idées, Seuil, 2006

Sur la monnaie et le financement

M. Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, Dunod, 2017

1. Les mutations du capitalisme : quelques compléments

Ce que vous savez déjà

1. Le **capitalisme** est un système économique particulier qui repose sur la **propriété privée des moyens de production**
2. Il ne faut **pas confondre capitalisme et économie de marchés**
3. Pour K. **Marx**, la **naissance du capitalisme** vient d'une **accumulation primitive du capital**
4. Contrairement aux prédictions marxistes le **capitalisme** n'a pas disparu au cours du temps mais il **a profondément changé de nature**

1.1. Des origines à l'expansion mondiale du capitalisme

L'analyse de Max Weber

Une explication de la naissance et de la diffusion du capitalisme

La naissance du capitalisme : *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905)

L'instauration du capitalisme suppose une transformation des systèmes de valeurs et le protestantisme naissant est profondément compatible avec le capitalisme

L'esprit du capitalisme

Ce qui le caractérise n'est pas de la recherche du profit mais la recherche de la rentabilité à long terme, par le réinvestissement des profits et une rationalisation systématique de l'organisation productive

« Idéal type » du capitalisme

1. Propriété privée des moyens de production
2. Liberté du marché
3. Technique rationnelle (calcul des coûts, utilisation de la comptabilité)
4. Droit rationnel (permet la prévision)
5. Travail libre
6. Commercialisation de l'économie sous formes de titres et droits de propriété

L'éthique protestante

L'ethos protestant présente **5 caractéristiques**

1. Un Dieu absolu et transcendant inaccessible aux hommes
 2. La prédestination de tous sans espoir de rachat
 3. Le fait que Dieu ait créé le monde pour sa propre gloire
 4. L'homme a le devoir de travailler
 5. Les choses terrestres et charnelles sont de l'ordre du péché
- => Le salut n'est plus une affaire collective par intermédiaire de l'Église, mais une affaire individuelle

Pas de relation de causalité stricte mais **une « affinité élective » entre cet ethos et l'« esprit du capitalisme »**

La recherche rationnelle du profit a pu se développer chez les protestants en raison de

- Leur **ascétisme**
- Leur **épargne**
- L'**impératif moral à s'investir dans un métier** (*Beruf*)

Attention c'est un dispositif causal qui **permet de comprendre la naissance du capitalisme mais pas sa diffusion** ou le fait qu'il se soit imposé

Les controverses post-weberiennes sur la naissance du capitalisme

La diffusion du capitalisme : rationalisation et le désenchantement du monde

« à quel enchaînement de circonstances doit-on imputer l'apparition dans la civilisation occidentale, et uniquement dans celle-ci, de **phénomènes culturels qui** – du moins nous aimons à le penser - **ont revêtu une signification et une valeur universelles ?** » (M. Weber, *L'éthique économique des religions universelles*, 1915-1920)

Réponse

Seul en Occident existent des mathématiques fondées sur une méthode rationnelle, une musique avec une harmonie rationnelle et ce **processus de rationalisation** s'est étendu à d'autres sphères

Ce processus a conduit à un **désenchantement du monde**
« à la fois disparition de toute connaissance magique du monde, mais aussi perte de sens, de signification de la vie »

L'analyse de Werner Sombart

Le capitalisme est d'abord une révolution mentale et non un simple changement du mode de production (*Comment le capitalisme uniformise le monde ?*, 1932)

=> **L'homme** qui vivait de la satisfaction de ses besoins **est pris d'un désir d'accumulation sans fin** ni but qui le conduit à tout évaluer en argent

Cette transformation des valeurs **permet la naissance et la diffusion du capitalisme**

=> Le capitalisme s'oppose à une économie qui se limite à la satisfaction des besoins :

« Le capitalisme serait le système qu'anime un désir de gains sans limite, qui se développe et progresse sans terme, économie d'échanges et d'argent, de mobilisation et de circulation des richesses, de calcul rationnel. Les caractères sont moins dégagés par une comparaison avec les autres civilisations, que saisis intuitivement dans leur ensemble »

Comment le capitalisme uniformise le monde ?, 1932

Une thèse opposée à celle de M. Weber

« La morale puritaine n'a pas favorisé la course éhontée, sans scrupule dans le choix des moyens, aux richesses. Comme la morale thomiste, elle ne se lasse pas de recommander et de prêcher l'emploi de moyens honnêtes »

C'est sous la pression des conditions économiques et « à contre-cœur » que les prédicateurs puritains durent s'efforcer de concilier les progrès du capitalisme avec leurs conceptions religieuses et qu'ils finirent par « reconnaître que le genre de vie bourgeois était compatible avec l'état de grâce »

Le développement du capitalisme qui est passé par trois phases

Ce sont les marchands juifs qui seraient à l'origine du développement du capitalisme qui est passé par 3 phases

(Der moderne Kapitalismus, 1902)

1. Un « **capitalisme primitif** » qui précède la révolution industrielle

2. Un « **haut capitalisme** » qui commence au milieu du 19^{ème} et qui correspond à la mise en place du capitalisme industriel

3. Un « **capitalisme tardif** » qui débute avec la 1^{ère} GM

L'analyse de Fernand Braudel

Il distingue capitalisme et économie de marché

Dans *La dynamique du capitalisme* (1985) il développe 3 idées

1. Le marché et l'économie de marchés constituent une sorte d'état naturel dont le capitalisme étouffe le fonctionnement
2. La naissance du capitalisme est antérieure à la révolution industrielle
3. L'organisation des sociétés comprend 3 strates hiérarchisées (la « vie matérielle », la « vie économique » et le « capitalisme ») qui s'interpénètrent et dont les frontières sont évolutives

Le capitalisme repose sur une dynamique verticale

Le développement du capitalisme se manifeste par l'évolution des frontières qui constituent les trois strates de l'organisation sociale

Les 3 strates de l'organisation des sociétés

- **Strate inférieure** : l'**économie hors marché**. Elle constitue la « vie matérielle » et est composée « d'innombrables gestes hérités, accumulés pêle-mêle, répétés infiniment jusqu'à nous, [qui] nous aident à vivre, nous emprisonnent, décident pour nous à longueur d'existence »

- **Strate intermédiaire** : la « **vie économique** » dans laquelle les mécanismes de l'échange et de la production sont liés aux activités rurales, aux ateliers, aux boutiques, aux Bourses, aux banques et aux foires

- **Strate supérieure** du « **capitalisme** » qui est celle du privilège du petit nombre. Ce capitalisme est universaliste et prédateur. Il constitue un contre marché

Développement du capitalisme = recul des strates inférieure et intermédiaire au profit du développement de la strate supérieure

Le capitalisme repose sur une dynamique horizontale

L'histoire du capitalisme est celle du développement, de la cohabitation et de la succession d' « économies-monde »

Ces économies-monde sont

- **Autonomes** et **reposent sur une division internationale du travail**

- **Hiérarchisées** autour d'un centre dominant, d'un cœur autour de ce centre et d'une périphérie autour de ce cœur

L'histoire du capitalisme est en fait l'histoire d'une succession de centrages et de décentrages des économies-monde

La succession des économies-monde

- **Cités italiennes et flamandes** qui ont dominé à partir du 14^{ème} siècle avec des centres comme Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam

- Puis **Londres a précédé New-York** au centre de l'économie-monde

- **Aujourd'hui**

3 centres s'affrontent : l'Amérique du Nord, la Chine et l'Europe

Des régions périphériques mal intégrées : l'Afrique, certaines régions ou certains pays sur le continent américain et en Asie

1.2. Les mutations historiques du capitalisme

Les transformations historiques du capitalisme viennent du poids donné à chacun de ses 2 piliers

- Des marchés décentralisés
- L'État qui doit veiller au respect des libertés individuelles et assurer le bon fonctionnement des marchés

Rappel : analyses de l'École de la Régulation

1. L'**histoire** des transformations du **capitalisme** est celle d'une **succession de modes de régulation**

2. Dans chaque mode de régulation **apparaissent des contradictions** entre le **régime d'accumulation** et les **formes institutionnelles** sur lesquelles il repose. Certaines de ces contradictions conduisent à une crise qui ne peut être surmontée que par la mise en place d'un nouveau mode de régulation

3. **3 modes de régulation se sont succédés depuis la naissance du capitalisme** : le mode de régulation concurrentiel, le mode de régulation monopoliste, un « régime d'accumulation financiarisé »

Les mutations du capitalisme se manifestent également au sein des entreprises

La détention du pouvoir décisionnaire dans les entreprises permet de différencier différentes modalités de fonctionnement du capitalisme

1. Au début de la révolution industrielle, c'est un **capitalisme familial** qui se met en place

2. Avec l'augmentation de la taille des entreprises, le **pouvoir passe progressivement aux mains de managers**

3. À partir des années 1980 se développe un **capitalisme actionnarial** dans lequel le pouvoir revient dans les mains des propriétaires du capital que sont devenus les actionnaires

L'impact de l'économie de la connaissance sur l'évolution du capitalisme

L'analyse marxiste de Y. Moulier-Boutang (*Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, 2007)

Le capitalisme cognitif à 3 caractéristiques majeures

1. La production de richesses repose sur le travail immatériel

« Il s'agit de constater qu'aujourd'hui, du point de vue de la valeur d'échange et du point de vue de la survaleur ou plus-value [...], l'essentiel n'est plus la dépense de force humaine de travail, mais la force-invention (M. Lazzarato), le savoir vivant [...] ainsi que l'opinion partagée en commun par le plus grand nombre d'êtres humains. »

2. L'innovation repose sur la capture d'externalités positives

3. La ressource n'est plus « du muscle consommé dans des machines » mais de la force cognitive ce qui bouleverse le modèle classique de division du travail

En résumé, le capitalisme cognitif se caractérise par

- Un type d'**accumulation fondé sur la connaissance et la créativité**
- Un mode de production reposant sur une **coopération d'acteurs reliés par des NTIC**
- Une **exploitation de la créativité des travailleurs** comme source d'innovation

L'analyse synthétique de C. Chavagneux

cf sur cahierdeprepa : « Quelques enjeux du développement du capitalisme numérique »

Le capitalisme numérique a 3 effets pervers

1. L'hypermarchandisation des relations sociales

Exemple : « quel est le dernier idiot qui va prêter sa perceuse quand tout le monde la loue ? »

2. L'accapuration de rentes par les plates-formes numériques

3. Le développement du travail rémunéré à la tâche sans aucune protection sociale

=> **Besoin de changements institutionnels** pour que les États puissent

- Réguler les situations de monopole du capitalisme numérique
- Attacher des droits sociaux à l'ensemble des individus

D. Cohen *Homo numericus*, « La civilisation qui vient », 2022

« la révolution numérique « industrialise la société post industrielle » », ce qui signifie que

- **« l'essentiel de l'activité ne consiste plus à cultiver la terre ou à fabriquer des biens manufacturés mais à *s'occuper des hommes* eux-mêmes, de leur corps et de leur imaginaire »**

- **L'objectif du capitalisme numérique est de réduire les interactions physiques pour augmenter les rendements**

Cela est permis par les algorithmes qui ont remplacé la chaîne de montage dans l'organisation du travail

Le principal défi que cette société numérique doit relever est quelle soit porteuse de progrès, c'est-à-dire qu'elle **donne naissance à une nouvelle société « horizontale et laïque » soit une société**

- « sans la verticalité qui prévalait encore dans la société industrielle »

- « sans la religiosité des sociétés agraires, plus proche peut-être des chasseurs-cueilleurs, les superstitions en moins si c'est possible. »

1.3. La diversité géographique du capitalisme

La thèse d'un affrontement de 2 modèles de capitalisme

M. Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, 1991

- **Capitalisme néo-américain** (1981) fondé sur les principes de l'économie de l'offre et ayant pour enjeu le retour au marché et à l'initiative individuelle

- **Capitalisme rhénan** qui cherche à concilier progrès social et économie de marché. Il est l'aboutissement de l'économie sociale de marché et de l'ordolibéralisme

La globalisation financière qui s'accélère à partir des années 1990 a favorisé l'extension du modèle néolibéral pour différentes raisons

- La **plus grande ouverture des économies**
- Le **rôle des marchés financiers s'est renforcé** dans le financement des économies

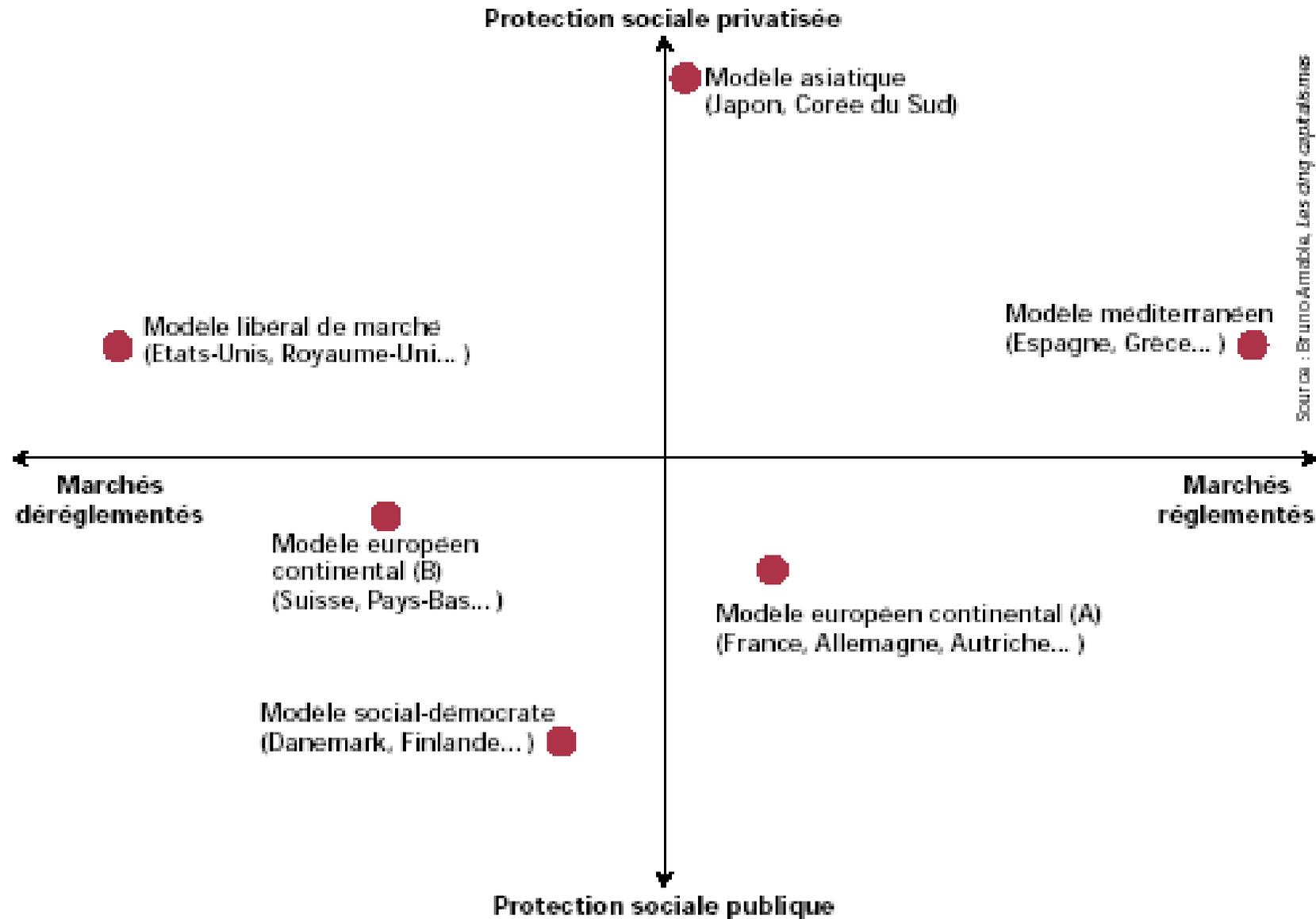
5 modèles géographiques de capitalisme plutôt que 2

B. Amable, *Les 5 capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, 2005

=> **5 modèles** de capitalisme qui diffèrent par leurs institutions économiques et sociales (système financier, protection sociale, relations professionnelles, système éducatif, marché du travail)

- Modèle **néolibéral** (États-Unis, Australie, Canada, Royaume-Uni)
- Modèle **continental européen** (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Norvège)
- Modèle **social-démocrate** (Danemark, Finlande, Suède)
- Modèle « **méditerranéen** » (Espagne, Grèce, Italie, Portugal)
- Modèle **asiatique** (Japon, Corée du sud)

Une présentation graphique de la diversité géographique du capitalisme



Source : Bruno Amable, Les cinq capitalismes

Tableau 1 – Typologie des systèmes économiques et sociaux

| Type de capitalisme | Caractéristiques principales | Pays |
|-----------------------------|---|---|
| Libéral de marché | <ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits déréglementés – Flexibilité du marché du travail – Système financier et gouvernement d'entreprise fondés sur le marché – Modèle libéral de protection sociale – Système éducatif concurrentiel | <ul style="list-style-type: none"> Royaume-Uni – États-Unis Canada – Australie |
| Européen continental | <ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits faiblement réglementés – Marchés du travail coordonnés – Système financier fondé sur les institutions financières – Modèle corporatiste de protection sociale dans lequel les allocations sont fondées sur l'emploi – Système éducatif public | <ul style="list-style-type: none"> France – Allemagne Autriche – Belgique Irlande – Norvège Suisse – Pays-Bas |
| Social-démocrate | <ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits réglementés – Marchés du travail réglementés – Système financier constitué par des banques – Modèle universel de protection sociale – Système éducatif public | <ul style="list-style-type: none"> Suède – Finlande Danemark |
| Asiatique | <ul style="list-style-type: none"> – Concurrence « dirigée » plutôt que réglementée – Marchés du travail réglementés – Système financier constitué par des banques – Faible niveau de protection sociale – Système éducatif privé | <ul style="list-style-type: none"> – Corée Japon |
| Méditerranéen | <ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits réglementés – Marchés du travail réglementés – Système constitué par des banques – Protection sociale limitée – Système éducatif faible | <ul style="list-style-type: none"> – Italie Espagne – Portugal Grèce |

Source : Amable (2005).

Compléments à cette présentation rapide
cf six documents dans dossier consacré à ce thème sur cahierdeprepa

2. Les conséquences des gains de productivité : quelques compléments

Rappels

1. 3 façons complémentaires d'aborder la question des gains de productivité : celle de la productivité du travail (par tête ou horaire), celle de la productivité du capital, celle de la PGF

2. Ces différentes mesures de la productivité posent problème

3. Sur le long terme, la productivité du travail a fortement augmenté tout comme la PGF, celle du capital a stagné voire diminué

2.1. Les évolutions des productivités et leurs interprétations

La rupture des années 1970

Travail sur documents

Analyse des documents 1 et 2

Pourquoi peut-on parler d'une rupture dans l'évolution des gains de productivité à partir des années 1970 ?

Quelles données permettent de nuancer cette analyse ?

En quoi cette nuance est-elle cependant également à relativiser ?

Taux de variation annuel moyen du PIB par heure travaillée (en%)

| | 1870-1913 | 1913-1950 | 1950-1973 | 1973-1998 |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Allemagne | 1,56 | 0,75 | 5,86 | 2,38 |
| France | 1,74 | 1,92 | 5,03 | 2,54 |
| Italie | 1,66 | 1,96 | 5,77 | 2,27 |
| Royaume-Uni | 1,22 | 1,67 | 3,09 | 2,19 |
| États-Unis | 1,92 | 2,48 | 2,77 | 1,52 |
| Japon | 1,99 | 1,80 | 7,74 | 2,70 |

A. Maddison, *L'Économie mondiale, une perspective millénaire*, 2001

Taux de variation annuels moyens des différentes productivités

| | États-Unis | Japon | RFA | France | Royaume-Uni | OCDE |
|---|------------|-------|-------|--------|-------------|-------|
| Productivité du travail | | | | | | |
| 1960-1973 | 2,2 | 8,6 | 4,9 | 5,9 | 3,3 | 4,1 |
| 1973-1979 | 0,3 | 3,2 | 3,4 | 3,5 | 1,3 | 1,6 |
| 1979-1986 | 0,6 | 2,8 | 2,0 | 2,5 | 1,9 | 1,4 |
| Productivité du capital | | | | | | |
| 1960-1973 | 0,3 | - 2,4 | - 1,1 | 0,6 | -0,7 | - 0,4 |
| 1973-1979 | - 0,9 | - 3,0 | - 1,1 | - 1,2 | - 1,9 | - 1,4 |
| 1979-1986 | - 1,0 | - 2,0 | - 1,3 | - 1,4 | - 0,8 | - 1,3 |
| Productivité totale des facteurs | | | | | | |
| 1960-1973 | 1,5 | 6,1 | 2,8 | 4,3 | 2,0 | 2,8 |
| 1973-1979 | - 1,1 | 1,8 | 1,8 | 2,1 | 0,2 | 0,7 |
| 1979-1986 | 0,0 | 1,7 | 0,8 | 1,3 | 1,1 | 0,6 |

P. Dubois « Production et productivité », in X. Greffe et al. (direction) *Encyclopédie économique*, Economica, 1990

L'analyse schumpéterienne et ses prolongements : les interprétations du côté de l'offre

Un ralentissement des gains de productivité à partir des années 1970 du à la **diffusion des innovations caractéristiques de la 2^{ème} RI**

Limite empirique : les rythmes de croissance ne correspondent pas toujours à ceux de l'innovation

G. Mensch : paradoxe apparent résolu par la prise en compte non pas de l'apparition des innovations mais de leur utilisation économique à grande échelle

Mais cette analyse n'explique pas le caractère exceptionnel de la croissance d'après-guerre

=> Il faut **la compléter par la thèse du rattrapage** des économies européennes et japonaise qui s'explique par :

Les missions productivité envoyées aux Etats-Unis

À lire sur cahierdeprepa « Les colporteurs du management. Les missions de productivité aux États-Unis entre 1949 et 1953 »

Le développement des FMN américaines en Europe

Ces explications omettent cependant la question de la dynamique de la demande

=> Carlotta Perez : la croissance n'est possible que lorsque le système technique et économique entre en harmonie avec le système social et institutionnel

L'analyse régulationniste : la cohérence entre la dynamique de l'offre et celle de la demande

Croissance des 30 Glorieuses due à conjonction de 2 éléments

1. Une production de masse
2. Une consommation de masse

Mais ce mécanisme se grippe dès fin années 1960 pour au moins 2 raisons

1. Salariés remettent en cause le compromis fordiste
2. L'augmentation de la taille des entreprises nécessaire à l'approfondissement de la division technique du travail ne génère plus autant de gains de productivité

Cependant le ralentissement des gains de productivités n'est pas la cause mais la conséquence du ralentissement de la croissance

=> C'est la saturation de la demande en biens d'équipement standardisés qui a brisé le cercle vertueux fordiste

La reprise des gains de productivité aux États-Unis au milieu des années 1990

Hors composante cyclique de l'évolution de la productivité, le **taux de croissance de la productivité horaire du travail est de 3 % en 2000**

Un taux de croissance jamais atteint depuis 1967

L'accélération de cette croissance s'est poursuivie jusqu'en 2008

Comment expliquer cette reprise des gains de productivité ?

Un effet de la diffusion des NTIC

Remise en cause l'analyse initiale de R. Gordon

Validation de l'idée selon laquelle **il faut beaucoup de temps pour qu'une vague de PT génère des gains de productivité dans tous les secteurs**

Ce délai s'explique par 2 éléments

1. Du **côté de l'offre** : L'ajustement des qualifications et de l'organisation du travail. Exemple : commerce de détail au États-Unis entre 1996 et 2004

2. Du **côté de la demande** : La manière dont les consommateurs vont se saisir des nouvelles technologies. Exemple : développement d'internet

Une augmentation de la consommation et de l'investissement alimentée par une bulle spéculative

R. Gordon : I dans NTIC entre 1995 et 2000 relayé, à partir de l'éclatement de la bulle internet, par des **I immatériels**

=> Cela a permis d'augmenter la productivité du travail dans un contexte de baisse de l'emploi

Comment la consommation a-t-elle alors pu se maintenir malgré la baisse de l'emploi et la forte augmentation des inégalités de revenu du travail ?

Grâce aux revenus financiers, aux plus-values boursières ainsi que au crédit hypothécaire dans un contexte de bulle financière

La fin du processus de rattrapage de la productivité américaine ?

Les faits

Données de l'OCDE 2023

Productivité par travailleur la plus forte aux États-Unis
(en excluant le Luxembourg et l'Irlande)

France avaient une productivité par emploi inférieure de 20 %

Productivité horaire, seuls 7 pays dépassaient les États-Unis

Mais il faut être prudent dans l'interprétation de ces chiffres

À partir des documents 3 à 6, que pouvez-vous dire du processus de rattrapage de la productivité américaine ?

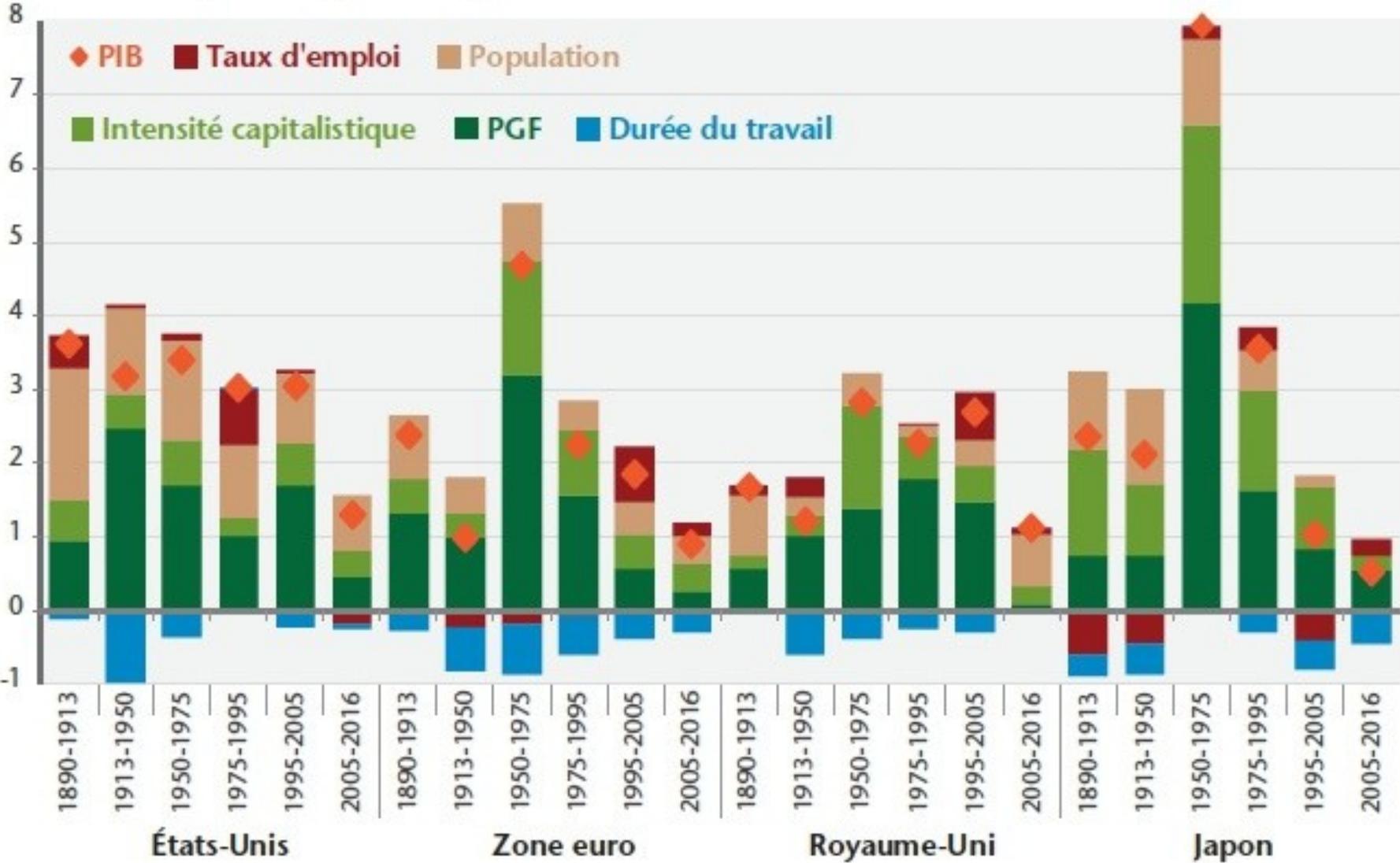
Document 3 : Taux de croissance annuel moyen de la PGF sur la période 1998-2007 (en%)

| France | Allemagne | États-Unis | Japon | Chine | Inde |
|--------|-----------|------------|-------|-------|------|
| 0,48 | 0,71 | 1,17 | 0,14 | 3,70 | 2,74 |

Données de l'OCDE

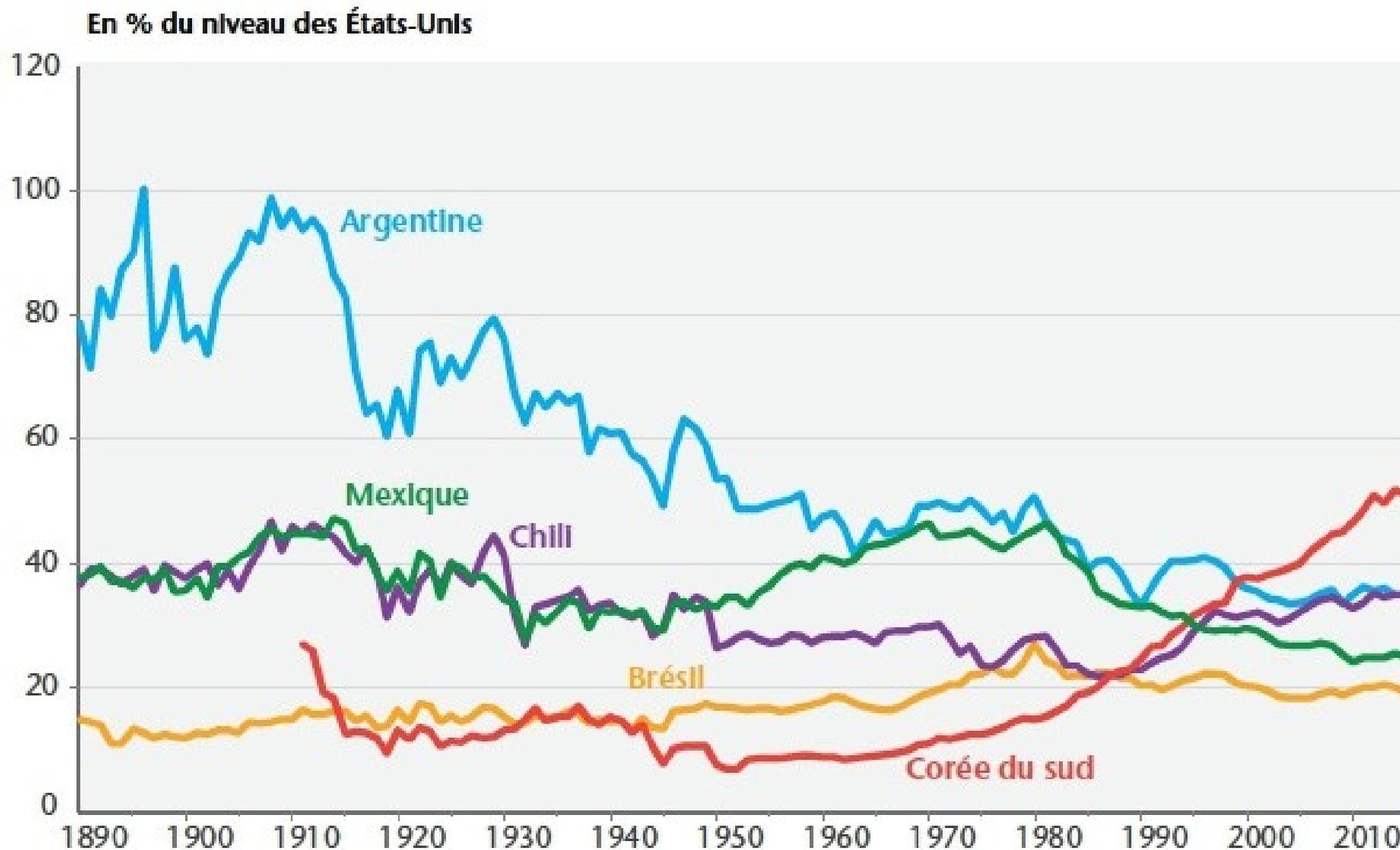
Document 4 : Décomposition comptable de la croissance annuelle moyenne du PIB de 1890 à 2016

En % et en points de pourcentage



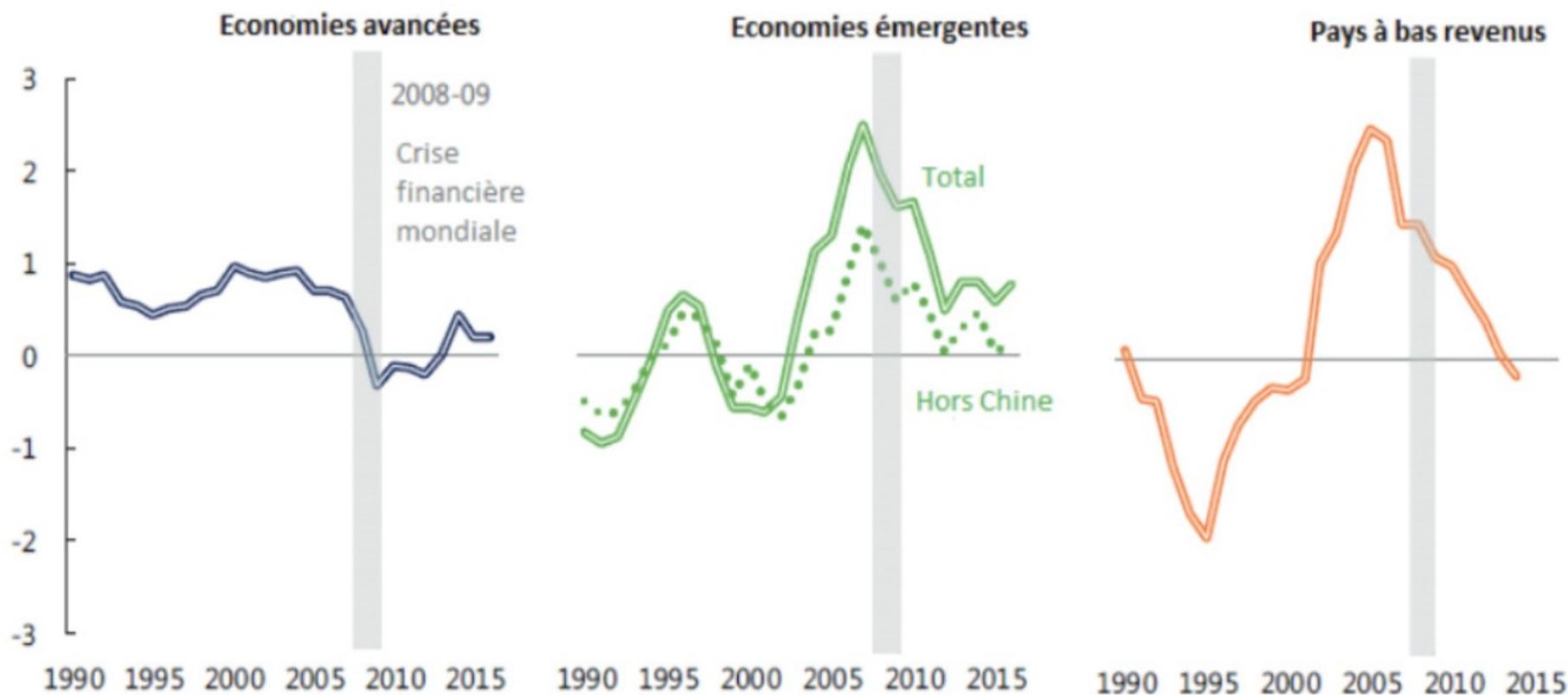
A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat « Croissance de long terme et tendances de la productivité - Stagnation séculaire ou simple trou d'air ? », Revue OFCE 2017/4

Document 5 : Niveau relatif de la productivité horaire du travail par rapport aux États-Unis



A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat « Croissance de long terme et tendances de la productivité - Stagnation séculaire ou simple trou d'air ? », Revue OFCE 2017/4

Document 6 : Croissance de la PGF depuis 1990 (taux de croissance moyen sur 5 ans, en %)



Source : IMF, *Gone with the headwinds: Global productivity*, April 2017.

Note : Les agrégats sont pondérés en utilisant le PIB en parité de pouvoir d'achat.

Cours du collège de France : Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Les causes de ces trajectoires différenciées en matière de rattrapage de la productivité américaine

Comment expliquer le retard pris par les PDEM depuis le milieu des années 1990 ?

1998-2007 : des taux d'I dans les TIC 2 fois plus élevés aux États-Unis

Mais aussi des facteurs d'O et de D plus favorables qui permettent aux NTIC de générer davantage de gains de productivité

Compléments

sur cahierdeprepa : OFCE « Le décrochage européen en question »

sur xerfi canal : « Le retard catastrophique d'investissement de l'Europe en technologies »

Comment expliquer que certains pays émergents poursuivent leur processus de rattrapage et pas d'autres ?

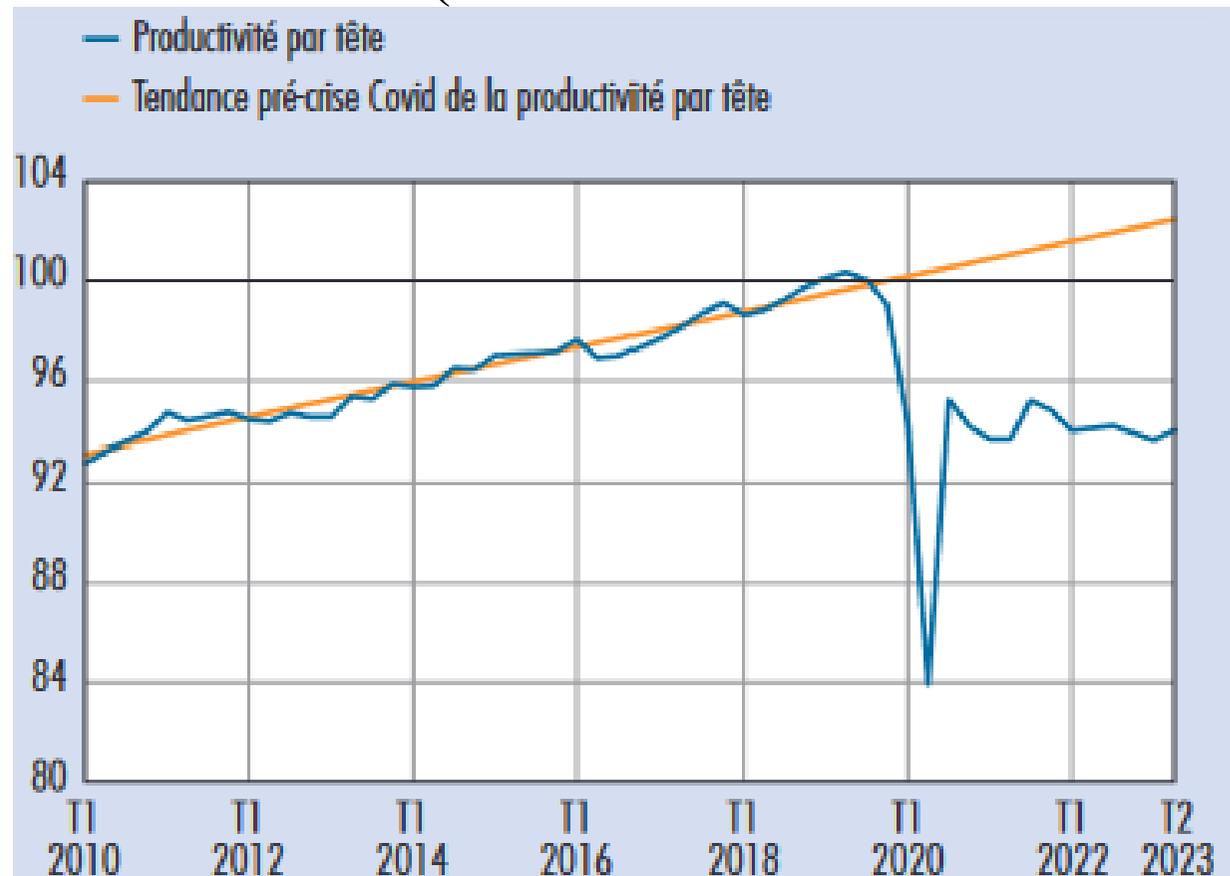
La capacité des économies à rattraper leur retard en terme de productivités par rapport au pays leader que sont les États-Unis dépend de leur capacité à innover, capacité qui dépend des institutions

Complément sur les évolutions récentes de la productivité du travail en France

Sur cahierdeprepa : Banque de France « Comment expliquer les pertes de productivité observées en France depuis la période pré-Covid ? »

Décrochage de la productivité du travail en France

(Base 100 = T42019 de la tendance pré-Covid)



Note : La productivité du travail est définie comme le ratio de la valeur ajoutée en volume et de l'emploi total des branches marchandes

Sources : Insee, calculs Banque de France

2 types de causes

- **Causes temporaires** liées au confinement ou aux restrictions de l'activité économique

1. Les rétentions de main-d'œuvre sectorielles
2. L'activité partielle
3. Les arrêts maladie

Elles expliqueraient 1,8 points des 8,5 % de perte de productivité

- **Causes potentiellement structurelles**

1. La croissance de l'emploi des apprentis
2. Les changements de composition de la main-d'œuvre
3. Les effets permanents liés aux confinements successifs

Transition

Quels ont été les effets quantitatifs et qualitatifs des gains de productivité sur l'emploi ?

=> **2 évolutions structurelles**

1. Modification sectorielle de la répartition de la population en emploi

Baisse de la part de l'agriculture

43,2 % en 1906 à 2,7 % en 2022

Evolution de la part de l'emploi industriel plus complexe

28,9 % en 1906, 38,6 % en 1970 puis 17,8 % en 2022

Augmentation du poids de l'emploi dans le secteur tertiaire

27,9 % en 1906 à 80,1 % en 2022

2. Les évolutions qualitatives de l'emploi

Question des **évolutions du statut de l'emploi** et **des qualifications**

2.2. La question de la tertiarisation

La notion de secteur d'activité et ses critiques

Définition : C. Clark (années 1940) puis popularisée par J. Fourastié

- **Secteur primaire** : ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mais aussi (Clark) mais pas pour J. Fourastié, suivi en cela par l'appareil statistique français

- **Secteur secondaire** : ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée de produits matériels dont les mines et la production d'électricité

- **Secteur tertiaire** : ensemble des activités ayant pour objet la fourniture de services immatériels

Définitions controversées aujourd'hui pour au moins 3 raisons

1. Des activités de service dans l'industrie

Entreprises industrielles ont une production de services pour compte propre

Nombreuses entreprises industrielles ont également une production de services pour le compte d'autrui

Étude CEPII (2014) : 83 % des entreprises industrielles de l'échantillon ont une production de services pour autrui et près du tiers produisent plus de services que de biens

Il y a aussi le modèle de la société « sans usine » (« *fabless* »)

2. Des services très industriels

Logique industrielle dans la production de certains services : nécessité de capitaux importants, grandes séries, etc.

3. Une industrialisation aussi de l'agriculture

Développement d'activités de transformation

Quelques données sur l'histoire de la tertiarisation

La tertiarisation de l'emploi

En France

Emploi total selon quatre secteurs depuis 1906 (en % de l'emploi total)

| | 1906 | 1936 | 1954 | 1970 | 1980 | 1990 | 2001 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|------|------|------|------|
| Agriculture | 43,2 | 37 | 26,6 | 13 | 8,4 | 5,6 | 4,1 |
| Industrie | 25 | 25,2 | 28 | 29,1 | 26,6 | 21,5 | 16,6 |
| Bâtiment | 3,9 | 4,3 | 7 | 9,5 | 8,5 | 7,4 | 6,1 |
| Tertiaire | 27,9 | 33,5 | 38,5 | 48,3 | 56,4 | 65,5 | 73,2 |

Source : INSEE, *Annuaire rétrospectif de la France, 1948-1988*, et rapports annuels sur les comptes de la nation.

Croissance spectaculaire des services portée entre 1978 et 2001 par certaines branches :

- l'éducation, la santé et l'action sociale
- les services aux entreprises hors postes et télécommunications

Le phénomène de tertiarisation se manifeste aussi par le fait que **depuis les années 1970 et jusqu'en 2017 le secteur tertiaire est devenu le seul secteur créateur net d'emploi**

Attention : ne pas confondre déversement de l'emploi et déversement de la production en volume

La tertiarisation de l'emploi dans les autres économies avancées

En 2002, la situation française est intermédiaire entre :

Celle des **pays du « Nord »** (Canada, États-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Suède) où la **tertiarisation est plus avancée**

Celle des **pays du « Sud »** (Italie, Espagne) où la **tertiarisation est moins avancée**

La tertiarisation de la production

Contribution au PIB de l'industrie et des principales branches tertiaires (1978-2000)

| | À prix courants | | | À prix constants (1995) | | |
|---------------------------|-----------------|------|-------------|-------------------------|-------------|-------------|
| | 1978 | 1990 | 2000 | 1978 | 1990 | 2000 |
| Industrie | 29,4 | 23,7 | 21,5 | 24 | 21,6 | 22,1 |
| Tertiaire | 58,4 | 66,5 | 70,9 | 66,6 | 73,5 | 72,9 |
| Services marchands | 45,2 | 51,9 | 53,1 | 46,9 | 53,6 | 52,7 |
| Commerce | 10,1 | 11,4 | 10,2 | 9,4 | 11,1 | 10,7 |
| Transport | 4,4 | 4,3 | 4,1 | 3,5 | 4 | 4,6 |
| Postes et télécom. | 2,2 | 2,3 | 2 | 1,2 | 2,2 | 3,1 |
| Conseil et assistance | 4,1 | 5,7 | 7,3 | 4,9 | 5,7 | 6,9 |
| Services opérationnels | 5,4 | 4,4 | 4,9 | 4,4 | 4,6 | 4,5 |
| Services aux particuliers | 5 | 5,5 | 5,8 | 8,5 | 6,2 | 5,4 |
| Services administrés | 16,8 | 19,2 | 20,7 | 19,7 | 19,9 | 20,1 |

Autre indice empirique du poids majoritaire du tertiaire : en 2001, le montant du capital fixe du seul tertiaire marchand hors branche immobilière était 3,2 fois plus élevé que celui de l'ensemble du secteur secondaire

Les causes de la tertiarisation

Causes tertiarisation : facteurs d'offre et de demande

| <i>Tendances depuis 1970</i> | Evolution de la demande | Evolution des gains de productivité | Evolution de l'emploi |
|------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|-----------------------|
| Primaire | =0 | ↑↑↑ | ↓↓↓ |
| Secondaire | ↑ | ↑↑↑ | ↓ |
| Tertiaire | ↑↑↑ | =0* | ↑↑↑ |

*au moins jusqu'au milieu des années 1990

Du côté de l'offre, la tertiarisation est le résultat

De l'externalisation des activités de service des autres secteurs

Des gains de productivité (agriculture puis industrie) qui provoquent un déversement de l'emploi

A. Sauvy : Le PT ne crée pas de chômage à long terme (*La machine et le chômage* 1980) : « la productivité ouvre le circuit de l'emploi »

De la féminisation de la population active

Du côté de la demande, la tertiarisation s'explique par

L'augmentation du niveau de vie des ménages (loi d'Engel)

Le vieillissement de la population

La croissance (A. Wagner)

Facteurs d'offre et de demande se combinent

Une tertiarisation appauvrissante ?

Le modèle de croissance déséquilibrée de William Baumol

Constat

À partir du milieu des années 1970 accélération de la tertiarisation + fort ralentissement des gains de productivité

Interprétation proposée par W. Baumol

Comme gains de productivité plus faibles dans le tertiaire, le déversement de l'emploi de l'industrie vers les services est à l'origine d'une croissance appauvrissante qui conduirait à une stagnation séculaire

Modèle proposé en 1967

Hypothèses

1. Économie composée de 2 secteurs : un « progressif » ou « dynamique » (croissance régulière de la productivité du travail) et un autre « non progressif » ou « stagnant » (productivité du travail constante)
2. Secteur progressif utilise des combinaisons de plus en plus capitalistiques
3. Salaires progressent de la même façon dans les 2 secteurs

Résultats

Au niveau de la demande, si la structure de la consommation des ménages ne change pas

Demande qui s'adresse au secteur dynamique augmentera moins que sa productivité

Demande qui s'adresse au secteur stagnant augmentera plus que sa productivité

=> **Une part croissante de la main-d'œuvre devra être transférée au secteur stagnant** pour répondre aux besoins des consommateurs

Au niveau de l'offre, la production la moins dynamique se développe en absorbant la main d'œuvre => **baisse** inévitable **des gains de productivité au niveau global**

Conséquence de ces mécanismes : le taux global de croissance de l'économie va tendre vers zéro <=> **Tertiarisation appauvrissante**

Validations empiriques du modèle

- Économie américaine entre 1947 et 1976 :

Répartition de la production entre les secteurs dynamiques et stagnants est restée stable (respectivement 80 % et 20 %)

L'emploi s'est déversé dans le secteur stagnant : 20 % des salariés en 1947, 30 % en 1976

- Économie française entre 1978 et 2000 :

Répartition de la production stable (autour de 38 % pour le secteur stagnant)

L'emploi s'est déversé dans ce secteur : 20 % en 1978 à 30 % en 2000

Mais ces résultats sont contestables

La tertiarisation n'est pas la seule cause d'un ralentissement des gains de productivité

Amandine Schreiber et Augustin Vicard, « La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008 », INSEE

Constats de départ

Baisse régulière des gains de productivité du travail depuis la fin des années 1970 : dans le secteur marchand, la productivité du travail (VA produite/nombre de personnes en emploi) a augmenté de

2,6 % en moyenne par an de 1979 à 1989

1,9 % de 1990 à 1999

1,0 % par an de 2000 à 2008

Parallèlement, poursuite du processus de tertiarisation : entre 1978 et 2008

150 000 postes créés en moyenne/année dans services marchands

60 000 sont détruits dans l'industrie

Pourtant les auteurs, la tertiarisation n'a pas significativement impacté l'évolution de la productivité du travail

Raisons

2 types d'interaction entre tertiarisation et évolution de la productivité, dont les effets se compensent quasiment entre 1978 et 2008

1. **Le mécanisme décrit par W. Baumol opère bien à long terme**

2. **Mais à court terme, s'opère une redistribution des emplois d'activités peu productives vers des activités plus productives ce qui entraîne une hausse de la productivité** mesurée pour l'ensemble de l'économie

=> Disparition de ce 2nd mécanisme qui contribue à expliquer le ralentissement de la productivité observé entre les décennies 1980 et 1990, mais pas celui plus récent du tournant des années 2000

Le processus de tertiarisation n'est pas le canal principal du ralentissement tendanciel de productivité observé entre 1978 et 2008

Ce dernier se manifeste davantage au sein des grandes branches et de leurs sous-branches. Entre 1990 et 2000, les gains annuels moyens de productivité ont perdu

3,7 points dans l'agriculture

0,8 point dans l'industrie

0,3 point dans les services marchands

2,0 points dans la construction

Le modèle de W. Baumol présente d'autres limites

1. 2 secteurs envisagés comme substituables

Or des **phénomènes de réindustrialisation** dont ce modèle ne rend pas en compte. Étude de 2015 de Natixis : 9 pays échappent au recul de la production industrielle dont les États-Unis et l'Australie

2. La **mesure de la productivité* dans le tertiaire** est difficile

*VA en volume/ Nombre d'emplois en ETP

1. Causes des variations de prix dans services moins facilement identifiables que dans industrie ou agriculture

2. Production de certains services fait intervenir non seulement le producteur mais aussi le consommateur

3. On mesure aussi la productivité du travail à partir de la somme des coûts nécessaires à la mise à disposition du public de ces services, mais si les coûts diminuent, on a une baisse de la productivité

La tertiarisation nous mène-t-elle vers « la fin du travail » ?

Thèse défendue par J. Rifkin (*La Fin du travail*, paru en 1997 en France). Voir document sur cahierdeprepa

La thèse du déversement est rendue caduque par la 3^{ème} révolution technologique

<=> Les NTIC et l'informatisation vont produire le même effet dans les services que ce qu'on a observé dans l'agriculture puis dans l'industrie avec les précédentes révolutions technologiques

Seuls les travailleurs de l'économie du savoir et de la connaissance soit les « créateurs » ou de « manipulateurs » garderont leurs emplois

Seules solutions :

- 1. Le partage du travail existant**
- 2. Le développement du « tiers-secteur » associatif, mutualiste, assis sur le local que l'État doit aider à financer**

Mais une étude du conseil d'orientation pour l'emploi de 2017 montre que la thèse de Rifkin mérite d'être nuancée en France

- 10 % des emplois sont directement menacés par l'automatisation

- L'impact le plus fort est la transformation radicale des contenus et compétences pour 50 % des emplois, avec des conséquences à la fois positives et négatives

Par ailleurs idée que les gains de productivité détruisent des emplois discutable car jamais été observé sur le long terme

2.3. La question de la désindustrialisation

Le phénomène de désindustrialisation commence au milieu des années 1970 et peut être mis en évidence de deux manières :

1. Un recul de l'emploi industriel

Entre 1974 et 2019, l'industrie a détruit plus de 2 millions d'emplois

1970 : 23,7 % de la population active du privé

2014 : 12 %

2. Recul de la contribution de l'industrie au PIB

Entre 1978 et 2023, la contribution de l'industrie au PIB (évaluée à prix courants) est passée de 29,4 % à 14,9 %

La part de l'industrie dans l'emploi total baisse dans la plupart des pays industrialisés ...

États-Unis : emploi industriel passe de 28 % en 1965 à 14 % en 2002

Japon : désindustrialisation plus tardive et plus lente

Union Européenne : part de l'industrie qui était plus élevée qu'aux États-Unis et au Japon commence à diminuer de façon très nette au début des années 1970

Plusieurs causes communes

- Gains de productivité dans l'industrie
- Substitution du capital au travail
- Concurrence des pays émergents
- Stratégies des FMN (délocalisations)

Mais cette désindustrialisation est particulièrement forte s'est accélérée entre 1980 et 2004 en France

Explications qui semblent évidentes

- Coût du travail trop élevé
- Marché du travail trop rigide
- Fiscalité et lourdeurs administratives

Cependant ces analyses méritent d'être discutées

- La désindustrialisation est en partie surestimée
- La désindustrialisation depuis 2000 serait plus inquiétante car davantage le résultat d'une perte de compétitivité.
- L'emploi industriel a cessé de régresser depuis 2017 (hors crise covid)

... mais cette baisse est largement surestimée

Biais dans la mise en évidence du phénomène de désindustrialisation : le **recours** de l'industrie **au travail intérimaire**

Le « vrai » poids de l'industrie en France

| | 1990 | 2000 | 2004 |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Industrie | 19,8% | 16,3% | 15,1% |
| Services aux entreprises | 11,7% | 15,4% | 16,4% |
| Total | 31,5% | 31,7% | 31,5% |

Données INSEE

Les causes de la désindustrialisation en France

Lilas Demmou, « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et statistique* 2010

Fortes pertes d'emplois industriels observées sur la période s'expliquent **3 facteurs**

1. **Externalisation** de certaines activités industrielles vers le secteur des services.
2. **Augmentation de la productivité dans l'industrie plus forte que celle de la demande intérieure** en biens industriels
3. **Concurrence étrangère**

Phénomène désindustrialisation plus problématique depuis 2000

Baisse du poids de l'externalisation

Elle explique 20 à 25 % de la baisse de l'emploi industriel entre 1980 et 2007 mais n'en expliquerait plus que de 1 à 5 % depuis 2000

Augmentation du rôle joué par les gains de productivité

Ils seraient à l'origine de près de 30 % des pertes d'emplois sur la période 1980-2007 et de 65 % depuis 2000

Impact de la concurrence étrangère le plus difficile à évaluer mais il est significatif

Approche comptable : évolution du commerce extérieur de biens industriels serait à l'origine de 13 % des destructions d'emplois dans l'industrie entre 1980 et 2007 et 28 % sur la période 2000-2007

Approche économétrique : l'évolution expliquerait en moyenne 39 % des destructions d'emplois entre 1980 et 2007

Les spécificités de la désindustrialisation en France au sein de l'OCDE et de la zone euro depuis 2000

Flash Economie Natixis « Pourquoi la France s'est-elle désindustrialisée ? », 2021

Une désindustrialisation en France plus prononcée en raison de **2 éléments liés entre eux**

1. **Un effort de recherche et d'innovation trop faible**

2. **Des compétences de la population active elles aussi trop faibles**

=> Rôle bien plus important que 2 autres usuellement mises en avant

1. Des coûts de production plus élevés

2. Des réglementations et des normes défavorables à l'investissement industriel

Le rôle des délocalisations dans la désindustrialisation

Les délocalisations depuis la France détruisent des emplois, en particulier dans l'industrie

Économie et statistiques : « Les délocalisations jouent-elles encore un rôle dans le déclin de l'emploi industriel ? », 2023

Principales études estimant le nombre de délocalisations pour la France

| Étude | Champ et période | Résultats |
|----------------------------------|---|----------------------------------|
| Aubert & Sillard (2005) | Industrie (1995-2001) | 13 600 emplois par an |
| Demmou (2010) | | 9 000 emplois par an |
| Bonnal & Bouba-Olga (2011) | 2009-2010 | 7 250 emplois par an |
| J. Arthuis (2005) | 2006 | 8 000 emplois |
| Fontagné & D'Isanto (2013) | 2009-2011, entreprises de plus de 50 salariés | 6 600 emplois par an |
| Lécrivain & Morénillas (2019) | PME de plus de 50 salariés, 2014-2016 | 300 emplois par an |
| Chanteau (2008) | Rhône-Alpes, 1993/1997/2003 | 0,15 % des établissements par an |

Impact négatif des délocalisations sur emploi industriel est **également qualitatif** : Les destructions d'emplois industriels concernent plus souvent les salariés

- en CDI
- à temps complet
- qualifiés

Les groupes industriels français ont relativement plus de salariés à l'étranger que les autres pays et la part de l'industrie y est plus faible

Rapport France stratégie « Les politiques industrielles en France, évolutions et comparaisons internationales », 2020

L'emploi des filiales industrielles à l'étranger des groupes français représente 62 % de l'emploi industriel en France. Contre

52 % au Royaume-Uni

38 % en Allemagne

26 % en Italie

10% en Espagne

Part de l'industrie dans le PIB en 2018

13,4% en France

16,1% en Espagne

19,7% en Italie

25,5% en Allemagne

Cause des délocalisations : La France souffre d'un manque de compétitivité-prix qui n'a pas été comblé par une stratégie d'amélioration de la compétitivité hors prix

Rapport France stratégie

Le manque de compétitivité-prix vient de

Une fiscalité particulièrement élevée sur les facteurs de production

Coûts du travail indirect également trop élevé

Et la France a fait le choix de délocaliser plutôt que d'améliorer sa compétitivité hors prix

La fin de la désindustrialisation ?

Les faits

2017 : Emploi salarié dans industrie a cessé de reculer pour la 1^{ère} fois depuis 2000

Industrie a créé

20 000 emplois nets en 2018

11 000 en 2019

Mais crise du Covid => mouvement de recul : 57 700 emplois industriels détruits en 2020

Puis l'emploi industriel a augmenté de nouveau

12 500 emplois en 2021

39 000 en 2022

32 000 en 2023

Données du « baromètre industriel » (Bercy)

2022 : 176 **ouvertures nettes** d'usines en tenant compte des extensions et réductions significatives d'usines

2023 : 189

2024 : 89

Premiers effets positifs de la mise en œuvre d'une politique industrielle depuis les années 2010 ?

Cette politique industrielle repose sur 3 piliers

1. La baisse du niveau de prélèvements obligatoires sur les entreprises
2. Une politique de soutien à l'innovation plus ambitieuse
3. Le plan de relance « construire la France de demain »

1. Baisse du niveau de prélèvements obligatoires sur les entreprises

CICE (2013)

Pacte de responsabilité et de solidarité (2014)

Transformation du CICE en allègement de cotisations patronales ciblées sur les bas salaires (2019)

Poursuite des mesures de baisse de l'impôt sur les sociétés (2020- 2022)

2. Politique de soutien à l'innovation plus ambitieuse

avec notamment la réforme du crédit d'impôt recherche (CIR) en 2008

Effets positifs des mesures 1 et 2 sur l'industrie française

Entreprises industrielles ont plus bénéficié de crédits d'impôt et de subventions que l'ensemble des entreprises

Entre 2011 et 2017, l'emploi des filiales à l'étranger en % de l'emploi domestique salarié du secteur industriel :

a régressé en France (de 63,7 % à 61,6%)

alors qu'il a augmenté en Allemagne (32,5 % à 38,2 %), en Espagne (8,4 % à 9,6 %) et en Italie (24,6 % à 25,6 %)

3. Plan de relance : construire la France de demain lancé en 2020

Un plan d'investissements de 100 milliards d'euros, structuré selon trois axes (écologie, compétitivité et cohésion)

Le volet compétitivité prévoit notamment de **redynamiser la production industrielle** avec des mesures comme :

- 1. Soutenir des projets industriels dans 5 secteurs critiques**
- 2. Soutenir des projets industriels dans les territoires**
- 3. Développer l'industrie du futur**

Résultats (évaluation France stratégie 2024)

- Accélération de la croissance du PIB : Impact macroéconomique de 1,2 point de PIB en 2021, de 1,4 point en 2022, de 0,5 point en 2023, de 0,2 point en 2025)

Pour 2020-2025, le plan aurait permis une multiplication par 1,05 du PIB

- Créations d'emplois : **Emploi total au 3^{ème} trimestre 2023 supérieur de 6,3 % à son niveau d'avant-crise**

Au niveau environnemental

- Subventions pour la décarbonation => Réduction des émissions de CO2 d'un million de tonnes

- Bonus automobile => Augmentation part véhicules électriques de 3,3 points et réduction émissions de 90 000 tonnes

Les enjeux de la réindustrialisation verte

Point qui complète partie consacrée aux outils de la transition écologique du précédent chapitre

Support : T. Grjebine, J. Héricourt, « Les dilemmes d'une réindustrialisation (verte) en économie ouverte », *L'économie mondiale* 2024, 2023

Travail à réaliser : synthèse du document

Qu'est une politique de réindustrialisation verte ?

Quels exemples de politique de réindustrialisation verte ?

Pourquoi les États s'engagent-ils dans des politiques de réindustrialisation verte ?

Quels sont les 3 dilemmes/difficultés d'une politique de réindustrialisation verte ?

Conclusion du point 2.3 : la désindustrialisation est

- **Un phénomène inévitable** déjà connu par l'agriculture
- **Mais** depuis 2000 le constat d'une désindustrialisation trop rapide en France **manifeste aussi une perte de compétitivité**
- C'est un **problème auquel doit répondre la politique industrielle**
- La politique industrielle doit aussi **s'inscrire dans le contexte de la transition écologique**

2.4. L'évolution de l'emploi

Les mutations de la population en emploi sur longue période

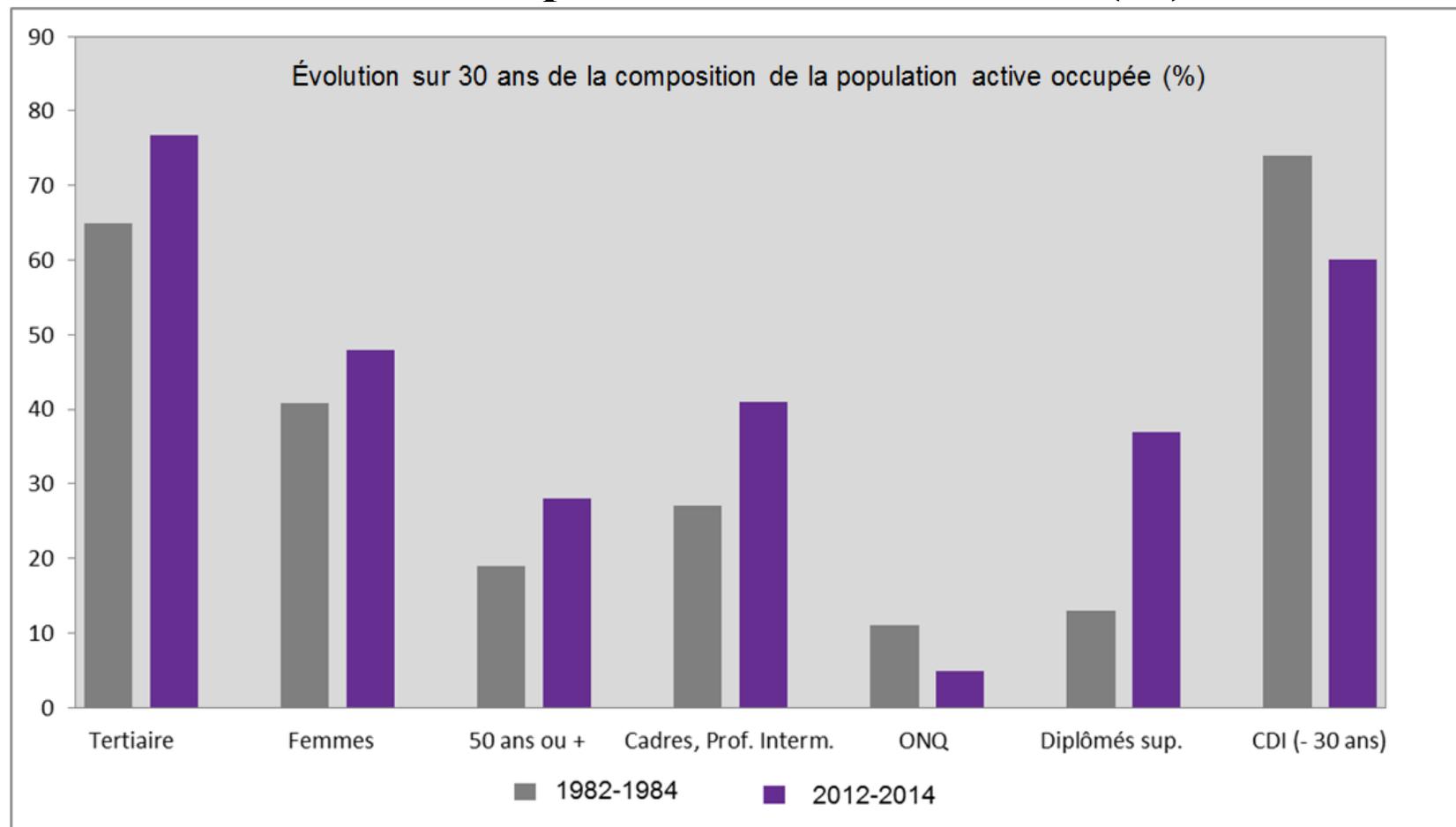
Charline Babet, « Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ? », *Dares Analyses*, n°003, janvier 2017

Au niveau quantitatif : nombre de personnes en emploi en France métropolitaine a augmenté de 3,4 millions en 30 ans (1980-2010)

Au niveau qualitatif : Principales évolutions structurelles de l'emploi entre le début des années 1980 et le début des années 2010 :

- Essor des emplois du tertiaire
- Polarisation des qualifications
- Féminisation de la population active
- Vieillessement de la population active
- Précarisation de l'emploi des plus jeunes

Évolution des caractéristiques de l'emploi et de la composition de la population active occupée de 1982-84 à 2012-14 (%)



Champ : actifs occupés de France métropolitaine - Source : Enquêtes Emploi, Insee et Dares

Notes : ONQ : ouvriers non qualifiés. Diplômés supérieur : titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2 ou plus.
Lecture : En 1982-84, 65% des personnes en emploi exerçaient un métier du tertiaire. En 2012-14, 60% des actifs occupés âgés de moins de 30 ans exerçaient un emploi en CDI.

Données détaillées des évolutions qualitatives de l'emploi

| % | 1982-84 | 2012-14 | % | 1982-84 | 2012-14 |
|--|---------|---------|--|---------|---------|
| Secteur d'activité | | | Niveau de diplôme | | |
| Agriculture | 9 | 4 | Bac + 3 et plus | 6 | 21 |
| Construction | 8 | 7 | Bac + 2 | 7 | 16 |
| Industrie | 18 | 12 | Bac, brevet professionnel | 10 | 19 |
| Tertiaire | 65 | 77 | CAP, BEP | 25 | 25 |
| Niveau de qualification des professions | | | Aucun diplôme, CEP, brevet | 52 | 19 |
| Indépendants (hors prof. libérales) | 13 | 7 | Statut | | |
| Cadres et PIS | 8 | 16 | Salarié | 83 | 89 |
| Professions intermédiaires | 20 | 25 | Non salarié | 17 | 11 |
| Employés qualifiés | 19 | 17 | Part des non salariés parmi...* | | |
| Employés non qualifiés | 10 | 13 | Moins de 30 ans | 7 | 5 |
| Ouvriers qualifiés | 19 | 16 | 30 à 49 ans | 17 | 11 |
| Ouvriers non qualifiés | 11 | 5 | 50 ans ou plus | 35 | 16 |
| Genre | | | Part des CDI parmi...* | | |
| Hommes | 59 | 52 | Moins de 30 ans | 74 | 60 |
| Femmes | 41 | 48 | 30 à 49 ans | 79 | 81 |
| Catégorie d'âge | | | 50 ans ou plus | 62 | 78 |
| Moins de 30 ans | 33 | 19 | Part du temps partiel parmi... | | |
| 30 à 49 ans | 48 | 53 | Hommes | 3 | 7 |
| 50 ans ou plus | 19 | 28 | Femmes | 20 | 31 |

Le rôle ambigu du progrès technique sur l'emploi

Un progrès technique souvent considéré comme « biaisé » en faveur des qualifications élevées

Effets directs classiques du PT : destruction d'emplois peu qualifiés et création d'emplois plus qualifiés

=> Le PT serait ainsi une des explications de la croissance des inégalités de salaires

Par ailleurs un **effet spécifique des technologies de la communication** : de faibles différences de qualification se traduisent par des gains extrêmement différents car

1. Un nombre réduit de personnes domine un champ économique en gagnant énormément d'argent : **effet superstar** (S. Rosen, « The economics of superstars », 1981)
<=> « the winner takes all »

2. Les « meilleurs » travaillent entre eux (M. Kremer, « The O-ring theory of economic development », 1993, notion d'**appariements sélectifs**)

Une évolution inéluctable vers plus de qualification ?

Augmentation des qualifications demandées par employeurs plus marquée aux États-Unis qu'en France surtout après 1994

L'informatique a des effets complexes sur les qualifications

- Des opérations répétitives ont été mécanisées, mais des tâches qualifiées ont également connu des gains de productivité rapides

- La « nouvelle économie » repose largement sur l'utilisation en masse de travail peu qualifié

Les 2 thèses évoquées précédemment sont peut-être compatibles, et expliquent les effets très inégalitaires des innovations actuelles sur l'emploi

- Créatrices d'emplois très qualifiés et valorisés
- Mais aussi d'emplois peu qualifiés
- Et destructrices d'emplois intermédiaires

Progrès techniques et augmentation des inégalités
(Philippe Aghion)

1. Augmentation des inégalités de revenus liées aux qualifications
2. Rente à l'innovation
3. Coût de l'éducation supérieure
4. Mobilité sociale

3. Les mutations du système financier : rappels et compléments

Quelques rappels pour commencer

Définition du système financier

Des SI en besoin de financement, d'autres en capacité de financement

La révolution industrielle a augmenté les besoins de financement des économies et conduit au développement du système financier

La manière dont le système financier a ensuite permis le financement de la croissance s'est modifiée avec le cadre institutionnel (3 acteurs dans le financement)

3.1. Les banques d'affaire et les marchés financiers assurent les besoins de financement externe de la première révolution industrielle puis du chemin de fer Polycopié 1

Une révolution bancaire accompagne la révolution industrielle

Les marchés financiers se développent

3.2. L'État joue un rôle central dans le financement de la croissance des 30 Glorieuses Poly 1

La crise des années 1930 a conduit à un renforcement de la réglementation financière et bancaire

Après la guerre, l'État est au centre du système financier

Le crédit bancaire se développe

3.3. Les marchés financiers vont jouer un rôle central dans le financement des économies à partir des années 1980 Poly 1

Des marchés financiers plus accessibles et inter connectés

De nouveaux acteurs sur les marchés financiers

La suppression des réglementations des années 1930

De nouvelles modalités d'intervention des Banques centrales

La faiblesse des taux d'intérêt (début 2000 - juillet 2022) a aussi poussé les banques à modifier leurs activités

Une re régulation de la finance depuis 2008 efficace ?

3.4. Un développement de la finance verte ?

Support de cours

La finance verte : quelques pistes d'analyse

L'éco en bref, ABC de l'économie « La finance verte »,

Banque de France

Réaliser une carte mentale sur la finance verte à partir de ces 2 documents

II. Mobilité sociale et transformations des structures sociales

Bibliographie sur la société française et la stratification sociale

S. Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, Collection Repères, La Découverte, 2022 (dernière édition)

S. Bosc, *Stratification et classes sociales, la société française en mutations*, collection Cursus, Armand Colin, 2013

R. Boudon, *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Hachette, 2009

R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Folio Essais, 1999

L. Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, La république des idées, Seuil, 2006

L. Chauvel, *Le destin des générations*, Quadrige, PUF, 2010

P. Combemale (direction) *Les grandes questions économiques et sociales*, Collection Grands Repères, La Découverte, 2013, partie II « Mutations et fractures de la société française »

- J. P. Fitoussi et P. Rosanvallon, *Le nouvel âge des inégalités*, Seuil, 1998
- D. Goux et E. Maurin, *Les nouvelles classes moyennes*, La République des idées, Seuil, 2012.
- H. Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien*, éditions de l'Aube, 2019
- M. Maruani (direction), *Travail et genre dans le monde, l'état des savoirs*, La Découverte, 2013
- E. Maurin, *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, La république des idées, Seuil, 2002
- H. Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Folio essais, 1994.
- C. Peugny, *Le déclassement*, Grasset, 2009
- E. Todd, *Les luttes de classe en France au XXI^e siècle*, Points Seuil, 2020
- A.C. Wagner, *La mondialisation des classes sociales*, Repères, La Découverte, 2020
- Collectif, *La nouvelle critique sociale*, La république des idées, Seuil, 2006

1. Les transformations des structures sociales

RI => bouleversement majeur des structures sociales de l'Ancien Régime

- Long et irréversible déclin démographique du monde rural

=> Croissance de la classe ouvrière

- **La bourgeoisie se substitue aux élites d'Ancien Régime**

=> Pertinence des analyses sociologiques de K. Marx car mouvement de polarisation et de lutte des classes caractérise les années 1800-1945

Mais 2nde moitié 20^{ème} siècle marquée par essor spectaculaire des catégories moyennes

=> Pertinence des analyses de A. de Tocqueville ou M. Weber pour qui émergence de ces « nouvelles couches » est un signe de stabilité sociale et politique

1. 1. Les transformations du monde rural

3 périodes pour décrire ces transformations

1830-1914 : Société rurale se métamorphose

1914-1945 : Monde agricole commence à se moderniser

1945-2023 : Campagnes se mécanisent et paysans perdent effectifs et spécificités

1830-1914 : La société rurale se métamorphose

Le révolution industrielle transforme progressivement mais en profondeur la société rurale

Forte résistance à l'exode rural : en 1914, 40 % des actifs français sont encore employés dans l'agriculture, contre 7 % des anglais

Conditions d'existence des exploitants agricoles s'améliorent tout au long du 20^{ème} siècle pour 3 raisons

- Des compléments de ressources
- Une amélioration des rendements
- Le développement des marchés urbains

La diversité des terroirs reste importante mais tend à se réduire

Manifestation : multiplicité des dialectes et coutumes locales

À partir de 1850, coexistence entre

- Grands espaces monoproducteurs
- Zones de polyculture et d'exploitations familiales

Mais cette diversité tend à se réduire grâce à

- Exode rural qui contribue à rendre campagnes plus homogènes

- École de la Troisième République et chemin de fer
(Eugen Weber, *La fin des terroirs*, 1983)

1914-1945 : Le monde agricole commence à se moderniser

Les effectifs diminuent et une modernisation timide se dessine

À partir de 1914, le nombre de chefs d'exploitation diminue : en 1931, l'agriculture n'emploie plus qu'un actif sur trois

Durant la 1^{ère} GM 0,5 million de paysans disparaissent

Tranchées achèvent le mouvement d'intégration du monde paysan à la communauté nationale « c'est un homme nouveau qui revient au village, désireux de mieux vivre... et plus ouvert qu'auparavant aux innovations et au progrès » (C. Mesliand (dir.), *La France contemporaine, identité et mutations*, 1982)

De 1^{ères} expériences coopératives se développent dans l'entre-deux-guerres mais la 2^{nde} GM et l'Occupation vont mettre un terme à ces tentatives de modernisation

Vie quotidienne dans monde rural marquée par des hésitations entre traditions et modernité

La France redécouvre ses racines paysannes

Paradoxalement regain d'intérêt du pouvoir politique pour la paysannerie. Exemples :

Protection de l'agriculture par les tarifs Méline (1892)

Création de l'Office du Blé (1936) pour préserver les céréaliculteurs de trop fortes variations des cours

L'exode rural, le rationnement alimentaire, la Résistance permettront de rétablir des liens distendus entre ruraux et urbains : notre société reste, aujourd'hui encore, profondément marquée par cet attachement symbolique, voire fantasmé, au monde des campagnes (D. Borne, *Histoire de la société française depuis 1945*)

1945-2023 : les campagnes se mécanisent, les paysans perdent effectifs et spécificités

■ L'exode rural s'accélère après 1945

1946-1962 : 1,7 million d'actifs masculins quittent les campagnes

Répartition sectorielle de la main d'œuvre en France (%), 1820-2010

| Secteurs | Primaire | Secondaire | Tertiaire |
|----------|----------|------------|-----------|
| 1820 | 64 | 21 | 15 |
| 1870 | 49 | 28 | 23 |
| 1913 | 41 | 32 | 27 |
| 1950 | 28 | 35 | 37 |
| 2010 | 3 | 21 | 76 |

A. Maddison, *L'économie mondiale au XX^e siècle*, OCDE, 1995 et Insee, *Tableaux de l'économie française* 2012.

Cause : Généralisation du machinisme et de l'utilisation de produits phytosanitaires. Entre 1950 et 1960

- Le nombre de tracteurs passe de 137 000 à un million
- L'usage des engrais est multiplié par 4

Une transformation technique qui repose sur l'emprunt et l'application de politiques publiques de modernisation

Résultat : Très nette amélioration des conditions de vie et de travail

L'agriculture achève son intégration à l'économie de marché

Agriculture se spécialise, se professionnalise et exporte durant 30 G

Aujourd'hui, intégration des ruraux à la société de consommation a pour contrepartie le bouleversement du monde paysan

- L'indépendance des exploitants disparaît**
- Le paysan est un chef d'entreprise**
- De nombreux laissés pour compte restent en marge de ce**

mouvement

En 2023, 26,5 % des ménages pauvres vivent en zone rurale

Dans les communes rurales, les ouvriers et les employés sont désormais majoritaires

1.2. Les ouvriers

3 étapes pour décrire les transformations du monde ouvrier

La 1^{ère} RI donne naissance à un nouveau groupe social

Le 20^{ème} siècle et la 2^{ème} RI structurent une classe ouvrière plus nombreuse

La mondialisation et la 3^{ème} RI disloquent les couches populaires

La 1^{ère} RI donne naissance à un nouveau groupe social

Le prolétariat : Figure emblématique de la RI

Création d'un **nouveau groupe social** au 20^{ème} siècle, qui ne se constituera véritablement en classe, au sens marxiste, qu'à la veille de la 1^{ère} GM

On peut **toutefois distinguer 3 types d'ouvriers**

1. Les ouvriers de métier et compagnons
2. Les ouvriers-paysans et saisonniers
3. Le **prolétariat de fabrique**

L. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840 : ce « lumpenproletariat » développe de nombreuses pathologies sociales

3 éléments caractérisent la naissance du prolétariat

1. La lenteur du processus

Exemple : « Formation de la classe ouvrière anglaise » étudiée par E. P. Thompson (*The Making of the English Working Class*, 1963)

Exemple du mouvement luddiste : Ned Ludd aurait en 1779 brisé des machines à fabriquer des bas dans le Leicestershire

2. Sa perception sociale

Travaux de référence

R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995

L. Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXème siècle*, 1958

« le danger n'est pas dans le crime, il est dans les rapports entre les bas-fonds et le monde du travail », L. Chevalier, *Ibidem*

=> **Des comportements considérés comme criminels par la bourgeoisie** se retrouvent chez les ouvriers et sont concentrés dans cette classe sociale

Série de travaux sur le problème de la misère ouvrière

- E. Buret *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, 1840

- Dr Villermé *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans le textile*, 1838

- F. Engels *La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1840), *La situation de la classe laborieuse en Grande-Bretagne* (1845)

- Des écrivains : E. Zola (*Germinal*, *Au bonheur des dames*, *Gervaise*)
V. Hugo (*Les Misérables*) ; C. Dickens (*Hard Times*)

=> **Industrialisation du 19^{ème} siècle a tendance crée conditions vie plus dures**, sans amélioration significative du pouvoir d'achat dans 1^{er} temps. Mais amélioration sensible d'après les enquêtes dans la 2^{ème} moitié du 19^{ème}

3. Hétérogénéité du monde ouvrier en train de naître

R. Castel identifie 11 formes de salariat

G. Noiriel évoque un « monde ouvrier aux multiples visages »

=> **Difficultés de dénombrement des ouvriers** : C. Charle (*Histoire sociale de la France au XIX^{ème} siècle*) considère qu'il y avait en 1848 6 300 000 ouvriers dont la majorité dans le secteur « des arts et métiers et surtout dans le textile dispersé à la campagne »

La RI s'accompagne de la formation progressive d'un marché du travail moderne

La condition ouvrière s'améliore lentement

« Vivre, pour l'ouvrier, c'est ne pas mourir » (médecin A. Guérin) : une formule qui devient moins pertinente dans la 2nde moitié du 20^{ème} S.

- La baisse de la natalité raréfie la main-d'œuvre et provoque une hausse des salaires réels

- La situation du logement s'améliore

- Le développement des sociétés ouvrières de secours mutuel, puis l'essor du syndicalisme (loi Waldeck Rousseau, 1884) sont à l'origine d'avancées sociales

Quelques dates dans les avancées sociales au tournant du 20^{ème} S.

- **Autorisation des syndicats** : 1824 en Angleterre, 1890 en Allemagne, 1906 en Russie mais seulement au niveau local

- **En France**

Loi de 1864 : Droit de grève

Loi de 1884 : Waldeck-Rousseau, autorisation de syndicats

1895 : 1^{ère} Confédération syndicale (CGT)

1901 : Création de la SFIO par Jaurès

1906 : Charte d'Amiens

Fin du 19^{ème}, le paternalisme se développe

Exemple : à **Clermont-Ferrand** « on naît à la clinique **Michelin**, on étudie à l'école Michelin, on prie à l'église Jésus-Ourvrier, construite au milieu d'une cité ouvrière Michelin et on pratique le sport à l'Association Sportive Michelin »

Ce n'est qu'à la fin du du 19^{ème} que les idées socialistes se diffusent massivement et structurent idéologiquement les organisations ouvrières

20^{ème} siècle et 2^{ème} RI structurent une classe ouvrière plus nombreuse

Luttes sociales et politiques renforcent cohésion ouvrière

Un groupe social qui devient plus homogène avec

- Le développement des grandes entreprises
- La généralisation de l'OST
- La constitution de bastions ouvriers

La légende héroïque de ce groupe social se construit avec

- Les conflits de 1920-1921
- Les grèves de 1936, 1947 et 1948
- Le rôle des communistes dans la Résistance

Entre 1934 et 1946, les effectifs du PCF sont multipliés par 20

Le groupe social le plus important de l'après-guerre

Point culminant : 8 millions d'ouvriers en 1962

=> Apogée de la classe ouvrière

- L'expansion industrielle fait croître les effectifs
- La pénurie de main d'œuvre augmente les salaires
- La forte syndicalisation et les succès du PCF construisent une identité de classe

Mais des lignes de fracture existent et deviendront flagrantes avec la crise contemporaine entre ouvriers de Renault par exemple et

- Immigrés d'Afrique du Nord
- Jeunes OS (ouvriers spécialisés)
- Femmes des régions catholiques de l'Ouest de la France
- Salariés des petites entreprises sous-traitantes

Après 1950, les conditions de vie s'améliorent nettement

P.-H. Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, 1956

Mais les couches populaires vont progressivement intégrer la société de consommation avec

- Construction des grands ensembles (années 1960)
 - Mouvement général d'augmentation des salaires (SMIG, 1950)
 - Amélioration de la couverture sociale et développement de biens et de services collectifs
- => En 1975, 80 % des ménages ouvriers possèdent au moins une voiture, 20 % un téléphone

La mondialisation et la 3^{ème} RI disloquent les couches populaires

Le monde ouvrier connaît une crise profonde

La 3^{ème} RI anéantit les anciens bastions ouvriers, dont les entreprises sont concurrencées par celles des pays émergents

La poursuite de la tertiarisation de l'économie provoque aussi une baisse massive des effectifs ouvriers :

5,3 millions en 1982, 3,4 millions en 2010

Les gains de productivité industriels accentuent cette érosion

La segmentation du marché du travail achève de briser l'unité, bien qu'en partie fantasmée, de la classe ouvrière

De nouvelles tensions apparaissent

Au sein des ouvriers cohabitent

- Des salariés intégrés et des travailleurs précaires
- Des ouvriers disposant de statuts particuliers (cheminots, gaziers) et leurs homologues soumis aux droits communs
- De vieux ouvriers propriétaires de leur logement et de jeunes salariés incapables de se loger dignement, français et immigrés

S. Beaud et M. Pialoux

- *Retour sur la condition ouvrière. Enquêtes sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, 1999

- *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, 2003

Cette absence de représentation s'illustre par exemple par

- **Assemblée élue** en 2012 ne compte plus qu'un député ouvrier, il n'y en a plus aucun en juin 2017 et il y en a 5 sur les 577 députés élus en 2022

- **Nombre d'enfants issus des milieux populaires dans les établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux** devenu dérisoire. Exemple : il n'y avait que 2,7 % d'enfants d'ouvriers et 6,6 % d'enfants d'employés dans les ENS en 2018

- Monde industriel et ses salariés ne sont plus que très **rarement objet de représentations cinématographiques ou artistiques**

1.3. La bourgeoisie et les classes dominantes

2 étapes dans histoire des classes dominantes depuis la RI

L'apparition d'une nouvelle élite au 19^{ème} siècle

1914-2012 : Bourgeoisie fragilisée puis une élite se recompose

L'apparition d'une nouvelle élite au 19^{ème} siècle

La bourgeoisie supplante la noblesse de l'Ancien Régime

Un système de domination reposant sur le talent plutôt que sur la naissance s'affirme

Bricoleurs de génie du premier 20^{ème} siècle et diplômés des nouvelles grandes écoles amènent sang neuf à couche dominante

Les élites du 18^{ème} siècle, gentilhomme ou aristocrate de petite noblesse vivant de leurs terres, parviennent cependant à maintenir leur rang en province avant d'être affaiblies par

- La centralisation des pouvoirs à Paris
- La diminution de la part de l'activité agricole dans la richesse nationale
- Le triomphe de la République et du suffrage universel

La bourgeoisie : un groupe social hétérogène mais qui partage une même culture

3 bourgeoisies au 19^{ème} siècle

- Une bourgeoisie capitaliste
- Une bourgeoisie foncière
- Une bourgeoisie de talent

Cette élite partage une culture commune

Le bourgeois du 19^{ème} se reconnaît dans des valeurs d'épargne, d'ordre et de rigueur morale

M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot (*Voyage en grande bourgeoisie*, 2002) : **Les bourgeois partagent le même goût de l'entre-soi** et mettent en œuvre des stratégies de séparatisme social

1914-2012 : la bourgeoisie est fragilisée puis une élite se recompose

Les changements économiques fragilisent la bourgeoisie

T. Piketty (*Les hauts revenus en France*, 2001) : Le 20^{ème} siècle a particulièrement lésé les Français percevant de très hauts revenus ou disposant de patrimoines importants. Cela résulte des effets conjugués

- De l'inflation
- De l'impôt sur le revenu (créé en 1914)
- Des destructions de patrimoine foncier (2 GM) et financier (après 1929)

Cet appauvrissement relatif se double, selon D. Borne (*Histoire de la société française depuis 1945*), d'une **remise en question de la légitimité politique de la bourgeoisie**

Les Trente Glorieuses seront fatales à ses valeurs (Mai 68)

Mais une élite se diversifie et se recompose

Depuis 1945 l'élite s'est diversifiée sous l'effet du triple mouvement de salarisation, féminisation et qualification

- **Les entreprises sont de moins en moins souvent administrées par leurs propriétaires**, qui les confient à des professionnels salariés extrêmement qualifiés, qui composent « les technostructures » (J. K. Galbraith *Le nouvel État industriel*, 1967)

- **L'existence des *working rich***, dont la mondialisation a fait bondir les rémunérations (O. Godechot, *La finance, facteur d'inégalités*, 2011)

- **Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes stratégiques**

Cette recomposition n'a pas pour autant changé le caractère endogame de cette classe dirigeante

Ces dernières années semblent marquer une nouvelle rupture

Ménages fortunés ont vu leur part dans le revenu national augmenter davantage que la moyenne nationale

- T. Piketty : Baisse de la fiscalité et fin de l'inflation jusqu'à une période récente => **reconstitution** un peu partout dans le monde un **groupe de rentiers**

- R. Franck : **Constitution d'une oligarchie mondialisée** vivant en vase clos sans attaches nationales (*Richistan : A Journey Through the American Wealth Boom*, 2007)

- R. Simone : **Avènement d'une élite vulgaire, consumériste et sans projet** (*Le Monstre doux*, 2010)

1.4. Les classes moyennes

Travailleurs indépendants constituent classe moyenne avant 1914

Ateliers et manufactures de la 1^{ère} RI emploient **peu de personnel d'encadrement**

État s'en tient à des fonctions régaliennes : **très peu de fonctionnaires** (217 000 agents publics seulement en 1858)

⇒ **Strates intermédiaires de la société sont initialement surtout composées d'indépendants : L'univers des classes moyennes est celui de la boutique ou de l'atelier**

Il faut attendre le dernier tiers du 19^{ème} siècle pour que les classes moyennes s'étoffent en incorporant

- Les **salariés employés par les APU**
- Les **professionnels qualifiés**
- Les « **ronds-de-cuir** »

Tous semblent partager un même idéal et des caractéristiques communes

- Sens de la propriété
- Compétences
- Relative aisance matérielle
- Capacité d'épargne
- Convictions républicaines

Les classes moyennes, pilier de la République

« C'est grâce aux progrès de l'instruction publique que s'est formée, en quelque sorte, une nouvelle France [...] Ce monde de petits propriétaires, de petits industriels, de petits boutiquiers a été suscité par le mouvement économique [...] et c'est ainsi que se sont créées, formées ces nouvelles couches sociales [...] j'ai dit les nouvelles couches, non pas les classes [...] Oui, une nouvelle couche sociale s'est formée [...] elle se rencontre dans tous les milieux, à tous les étages de la Société. C'est elle qui, en arrivant à la fortune, à la notoriété, à la capacité, à la compétence, augmente la richesse, les ressources, l'intelligence et le nerf de la patrie. Ce sont ces couches nouvelles qui forment la démocratie [...] Dans la démocratie, c'est-à-dire dans un état politique où le travail doit tout dominer – car dans les Temps modernes le travail est le grand agent de richesse, de paix et de bonheur, dans un état social où le plus grand nombre des travailleurs est déjà propriétaire, il était sûr que, dès que ces hommes seraient investis du droit de se donner un gouvernement, ils choisiraient la République ». Léon Gambetta, discours d'Auxerre, 1^{er} juin 1874

Entre 1914 et 1980, une nouvelle classe moyenne se développe

Les classes moyennes devenues salariées montent en puissance

Classes moyennes continuent à augmenter en intégrant **de nouvelles professions**

Les petits bureaucrates et employés de commerce vont rejoindre les couches populaires au début du 20^{ème} siècle en raison

- Du développement de l'instruction publique
- De la multiplication des postes
- De la féminisation des tâches (dans le commerce notamment)

H. Mendras, *La Seconde Révolution française*, 1988

Ensemble disparate qu'est la classe moyenne (« constellation centrale d'une société en montgolfière ») devient groupe extrêmement valorisé

Les contours des classes moyennes sont difficiles à cerner

Profonde hétérogénéité de ces groupes intermédiaires

Contours des classes moyennes délicats à préciser (débat scientifique et politiques récurrents)

Des lignes de partage opposent

- « Gens du public » et « gens du privé »
- Indépendants et salariés
- Les salariés se différencient souvent selon leurs métiers

L. Chauvel : Mode de vie et représentation du monde confèrent leur unité aux classes moyennes

=> Individus disparates qui composent la classe moyenne auraient :

1. Permis de diffuser dans l'ensemble de la société française des modes de consommation et des styles de vie autrefois réservés à la grande bourgeoisie

2. Adopté et érigé en norme l'hédonisme et le libéralisme culturel des artistes et des milieux bohèmes de la Belle Époque

Quelques données sur l'évolution du poids des catégories moyennes

Evolution de la structure de la population active occupée entre 1962 et 2011

| PCS | 1962 | 1975 | 1987 | 2011 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Agriculteurs exploitants | 15,9 | 7,8 | 5,8 | 2,0 |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprises | 10,9 | 8,1 | 7,5 | 6,5 |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 4,7 | 7,1 | 9,2 | 17,6 |
| Professions intermédiaires | 11,0 | 16,1 | 19,3 | 24,4 |
| Employés | 18,5 | 23,5 | 27,6 | 28,3 |
| Ouvriers | 39,0 | 37,4 | 30,6 | 21,1 |

INSEE, Recensements et enquêtes emploi

Depuis les années 1980, les classes moyennes sont fragilisées

Les classes moyennes ont peur du déclassement

R. Reich, P. Krugman ou J. Stiglitz déplorent le **déclin numérique et idéologique des classes moyennes** aux États-Unis

En Europe et en France, **ce débat n'est pas tranché**

- **A. Lipietz** : Retour d'un mouvement de polarisation de la société française (*La société en sablier*, 1998)

- **M. Maffessoli** : Perte de substance des marqueurs sociaux traditionnels et du sentiment d'appartenance de classe (celle-ci cédant le pas aux communautés ou « tribus ») (*Le Temps des tribus*, 1988)

- **E. Maurin** : Membres des couches intermédiaires partagent toujours une même culture et des comportements spécifiques (*Les nouvelles classes moyennes*, 2012)

L'optimisme n'est plus vraiment de rigueur pour des personnes confrontées

- À la **compétition scolaire** et à la **dévaluation des diplômes**

- Au **risque de déclassement résidentiel**, engendré par la hausse spectaculaire des prix de l'immobilier

L. Chauvel (*Les classes moyennes à la dérive*, 2006) :

Lieu de résidence et diplôme sont des marqueurs sociaux essentiels pour les classes moyennes françaises, dont l'hédonisme est tempéré par la faible progression des revenus salariaux depuis les années 1980

Mais les classes moyennes semblent capables de défendre leurs intérêts

Part des ménages dont les revenus se situent autour du revenu médian ne cesse de progresser

E. Maurin : Classes moyennes résistent assez efficacement au double processus de déclassement résidentiel et universitaire

Dans les PDEM, nombreux mouvements sociaux remettent en question la légitimité des inégalités de revenus et une conception trop libérale de la mondialisation (*Occupy Wall Street, Indignados*)

Disparition de la génération du babyboom, devrait profondément modifier la répartition du patrimoine entre classes d'âge et/ou groupes sociaux (P-N. Giraud, *Le commerce des promesses*, 2009)

Document audio : « L'histoire d'un ascenseur tombé en panne »

Émission entendez-vous l'éco du 5 mai 2021 sur France Culture

<https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-du-mercredi-05-mai-2021>

En complément de cette partie : article d'Olivier Galland sur cahierdeprepa : « Les métamorphoses de la structure sociale et leurs conséquences »

Complément de l'article d'O. Galland sur les conséquences de la mondialisation

Lionel Fontagné (*La feuille de paye et le caddie. Mondialisation, salaires et emploi, 2021*) :

- Note de lecture sur l'ouvrage

<https://www.melchior.fr/note-de-lecture/la-feuille-de-paie-et-le-caddie>

- Présentation vidéo de l'ouvrage

<https://www.melchior.fr/video/melchior-m-2-la-feuille-de-paie-et-le-caddie-de-lionel-fontagne>

O. Galland « Les métamorphoses de la structure sociale et leurs conséquences » - Synthèse

Quelles sont les métamorphoses de la structure sociale française mises en évidence par Olivier Galland dans cet article de 2021 ?

Quelles sont les explications de ces évolutions ?

Quelles sont les conséquences de ces évolutions ?

1.5. Trois sociologues permettent de comprendre les transformations des structures sociales à l'œuvre à partir de la révolution industrielle

Karl Marx : le développement du capitalisme conduit à une polarisation de la société

La société se structure autour de 2 groupes sociaux fondamentaux

Les détenteurs des moyens de production (**bourgeois**)

Ceux qui ne possèdent que leur force de travail (**prolétaires**)

Pour analyser la structuration de ces groupes et les transformations sociales qui l'accompagnent, **Marx distingue**

- « **classe en soi** »
- « **classe pour soi** »

Marx ne nie pas qu'il puisse exister de multiples groupes intermédiaires entre ces deux pôles

Mais il considère que le développement du capitalisme s'accompagnera inéluctablement d'un **processus de polarisation qui laminera ces groupes sociaux**

Apports de la sociologie marxiste

Comprendre les **mutations** du système productif et beaucoup de conflits sociaux du **19^{ème}** siècle

Mais **inopérante pour comprendre moyennisation et** amélioration condition ouvrière pendant les **30 Glorieuses**

Reste utile pour analyser évolution pays émergents au **20^{ème}**S. au moment de leur industrialisation et évolution récente de creusement des inégalités

Alexis de Tocqueville : l'analyse d'un processus de moyennisation aux États-Unis

Il observe à l'occasion d'un voyage d'études aux États-Unis (1831-1832) l'établissement d'une société pacifiée, construite autour des classes moyennes (*De la démocratie en Amérique*, 1835)

La démocratie est un état social, bien plus qu'un régime politique, défini par l'aspiration des hommes à des rapports sociaux égalitaires

Les hommes démocratiques « ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle »

Il existe aux États-Unis des inégalités de fait engendrées par l'activité commerciale, mais celles-ci sont tolérables car

- **Mobilité sociale y est assurée** : « chaque génération est un nouveau peuple »

- **Fortunes industrielles** sont trop **précaires** pour devenir héréditaires

- **Tempérance des plus riches**

Cette société est donc remarquablement stable d'un point de vue politique : nombreux sont ceux « qui ont assez de bien pour désirer l'ordre et n'en ont pas assez pour exciter l'envie. les violentes passions politiques n'ont que peu de prise sur des hommes ainsi attachés à la poursuite de leur bien-être »

Mais cette **société de classes moyennes** est un peu **médiocre** : les citoyens y sont absorbés par « de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme »

Elle porte aussi le risque de

- **Désaffection politique** : « la vie privée est si remplie de désirs et de travaux qu'il n'en reste presque plus de loisir à chaque homme pour la vie politique »

- **Démagogie** : « le gouvernement aime ce que les citoyens aiment et il déteste ce qu'ils haïssent »

Max Weber : une autre approche de la stratification sociale et une analyse de la bureaucratie

Une approche tridimensionnelle de la stratification sociale

M. Weber préfère au concept de « **classe sociale** »

Celui de « **groupe de statut** » pour analyser la manière dont les individus s'identifient ou sont assimilés à un groupe social

Celui de « **partis** » pour analyser les relations de pouvoir

Mais il y a des liens entre classes sociales, groupes de statut et partis

Approche nominaliste des classes sociales : elles différencient les individus en fonction de la place que chacun occupe dans l'univers de la production et dans celui des possessions

=> **Pas de lutte des classes,** mais plutôt une rivalité pour l'acquisition de biens et services rares

=> **Pas de fonction intégratrice de la classe sociale**

C'est avec le concept de **groupes de statut** que Weber explique **comment des groupes peuvent influencer la perception sociale des individus et jouer un rôle intégrateur**

2 groupes de statut fondés sur le prestige social lié au mode de vie et à la profession

Groupes de statut privilégiés

Groupes de statut non privilégiés

=> Liens qui s'établissent entre les individus et qui permettent d'analyser la stratification sociale sont de nature extra-économique : naissance, instruction, style de vie et profession, en conférant du prestige social, créent un sentiment d'appartenance au groupe

3^{ème} outil d'analyse de la stratification sociale : les partis

Un concept qui permet d'analyser les types de pouvoir et la manière dont ils se répartissent dans la société

Des liens entre la stratification propre à l'ordre politique et les stratifications économiques et statutaires

Entre classes de possession et ordre politique *via* le **financement des partis politiques**

Entre classes de production et pouvoir politique *via* les **liens étroits entre les membres des classes possédantes et les dirigeants des partis politiques**

Entre la stratification dans l'ordre politique et les stratifications économiques et statutaires *via* le **recrutement du personnel politique**

Une analyse de la bureaucratie qui annonce le processus de moyennisation

Mutations du capitalisme allemand au tournant du 20^{ème} siècle

=> **développement inéluctable de la bureaucratie**, publique ou privée

La croissance de ces administrations, au fonctionnement parfaitement rationnel et impartial, entraîne l'**apparition d'un nouveau groupe de fonctionnaires et de bureaucrates**

- **Disposant des qualifications requises** pour exécuter des missions administratives parfois complexes

- **Mais incapables de donner libre cours à leurs initiatives professionnelles**

À mi-chemin entre exécution et commandement, **les bureaucrates weberiens annoncent les classes moyennes du 20^{ème} siècle**

Synthèse du 1. consacré aux transformations des structures sociales

Croissance et transformations économiques qui en sont à l'origine et qui l'accompagnent ont modifié en profondeur les structures sociales

Rendre compte des modifications des structures sociales c'est s'interroger sur

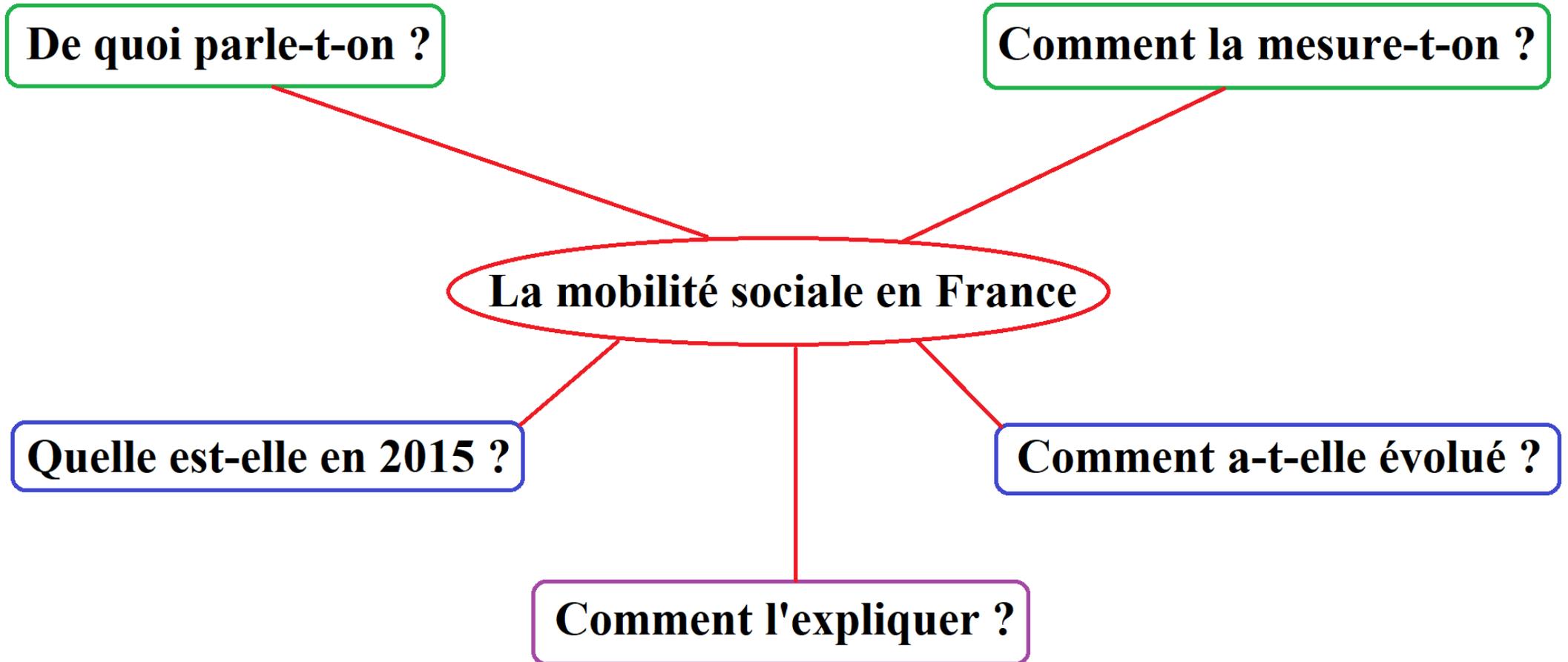
- **L'évolution du poids des différentes catégories sociales** qui structurent la société au moment de la 1^{ère} RI
- La **naissance au cours du processus de croissance de nouvelles catégories sociales**
- La question des **oppositions entre les différents groupes sociaux**
- La question du **rôle de chacune de ces catégories sociales ou de ces classes sociales dans le changement social**

3 grandes périodes structurent ces transformations en France

1. Fin 18^{ème} à 1914
2. 1914 au début des années 1980
3. 1980 à aujourd'hui

2. La mobilité sociale : instruments de mesures et analyses polycopié 2

Synthèse du polycopié



Mobilité sociale, de quoi parle-t-on ?

S'intéresser à la mobilité sociale c'est se demander quelle est la trajectoire des individus dans la stratification sociale (au sein des PCS) => 2 approches

- **La mobilité intragénérationnelle => pas étudiée ici**
- **La mobilité sociale intergénérationnelle**
 - **Comparer la position sociale des fils âgés de 35 à 59 ans à celle de leurs pères**
 - **Comparer la position sociale des filles âgées de 35 à 59 ans à celle de leurs mères ou de leurs pères**

Comment mesure-t-on la mobilité sociale ?

On compare la PCS des parents avec celle de leurs enfants dans des tableaux que l'on appelle les « **tables** » de **mobilité brute**

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

À partir de ces données brutes on construit 2 autres « table »
Tables de recrutement : on se demande quelle était la PCS des parents des personnes actives appartenant à une même PCS

2017 - Table des recrutements (en %)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 82,5 | 3,0 | 2,0 | 2,5 | 1,5 | 8,5 | 100,0 |
| ACCE | 6,8 | 28,1 | 13,4 | 11,7 | 7,3 | 32,7 | 100,0 |
| Cadres et PIS | 4,6 | 15,0 | 29,6 | 20,2 | 10,0 | 20,6 | 100,0 |
| Professions intermédiaires | 6,1 | 13,0 | 13,1 | 19,4 | 11,6 | 36,8 | 100,0 |
| Employés | 6,4 | 11,9 | 9,5 | 16,7 | 14,6 | 40,9 | 100,0 |
| Ouvriers | 10,5 | 10,2 | 3,6 | 8,9 | 8,9 | 57,8 | 100,0 |
| Ensemble | 9,5 | 13,7 | 13,1 | 14,8 | 10,0 | 38,9 | 100,0 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

Que montrent ces données en terme de recrutement des PCS ?

Tables de destinées : on se demande que sont devenus les fils ou filles de personnes appartenant à une certaine PCS

2017 - Table des destinées (en %)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|-------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 25,2 | 0,6 | 0,4 | 0,5 | 0,4 | 0,6 | 2,9 |
| ACCE | 7,5 | 21,1 | 10,6 | 8,2 | 7,5 | 8,7 | 10,3 |
| Cadres et PIS | 10,7 | 23,8 | 49,1 | 29,8 | 21,7 | 11,5 | 21,8 |
| Professions intermédiaires | 15,3 | 22,3 | 23,5 | 30,9 | 27,3 | 22,3 | 23,6 |
| Employés | 7,3 | 9,5 | 7,9 | 12,3 | 15,8 | 11,5 | 10,9 |
| Ouvriers | 34,0 | 22,7 | 8,5 | 18,3 | 27,2 | 45,4 | 30,5 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

Que montrent ces données en terme de reproduction sociale des PCS ?

À partir des tables de mobilité brute on met également en évidence **4 types de trajectoire de mobilité intergénérationnelle**

L'**immobilité sociale**

La **mobilité verticale ascendante**

La **mobilité verticale descendante**

La **mobilité horizontale**

L'immobilité sociale (ou reproduction sociale)

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence

l'immobilité sociale des hommes en 2017

Quelle a été le poids de la reproduction sociale chez les hommes ?

La **mobilité verticale ascendante** (changement de PCS pour une PCS située à un niveau hiérarchique supérieur)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité verticale ascendante des hommes salariés en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

La **mobilité verticale descendante** (changement de PCS pour une PCS située à un niveau hiérarchique inférieur)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité sociale descendante des hommes salariés en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

La **mobilité horizontale** (changement de PCS pour une PCS située au même niveau hiérarchique)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité horizontale des hommes (salariés et indépendants) en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

Les tables de mobilité permettent aussi de calculer d'**autres indicateurs complémentaires de mobilité sociale**

- La **mobilité brute**, la **mobilité structurelle** et la **mobilité nette** qui permettent de distinguer différentes causes de la mobilité sociale

- La **mobilité de statut** qui renvoie au statut de l'emploi

- Les **odds ratio** qui mesurent la **fluidité sociale**

Mobilité brute (observée)= Mobilité structurelle + Mobilité nette

La **mobilité brute** (ou mobilité totale) mesure le nombre d'individus qui ont changé de PCS par rapport à un de leur parent (leur père pour les hommes, leur père ou leur mère pour les femmes)

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

Si 2 461 000 individus étaient immobiles en 2017, (35,5 % des hommes de 40 à 59 ans) on peut alors en déduire que **64,5 % (4 467 000 individus) ont connu une forme quelconque de mobilité sociale (mobilité brute)**

La **mobilité structurelle** mesure le nombre d'individus qui ont du changer de PCS en raison des évolutions de la structure des PCS entre la génération de leurs parents et la leur

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------------|---------------|----------------------------|------------|-------------|-------------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.
 ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.
 PIS = professions intellectuelles supérieures.
 Source : Enquête Emploi 2017

La dernière ligne du tableau décrit la structure socioprofessionnelle de la génération des pères

La dernière colonne du tableau décrit la structure socioprofessionnelle de la génération des fils

Regardons le cas des agriculteurs

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Ils étaient 655 000 chez les pères, mais ils n'étaient plus que 200 000 chez les fils => **tous les fils d'agriculteurs n'ont donc pas pu devenir agriculteurs : 455 00 ont du occuper une autre position sociale**

Il suffit de calculer la somme des PCS dont les effectifs augmentent dans le temps pour connaître l'importance du phénomène

| 2017 - Table de mobilité brute (en milliers) | | | | | | | |
|--|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

$$(1508-909)+(1634-1025)+(755-695)=1268$$

\Leftrightarrow 1,268 million d'individus ont dû changer de position sociale en raison des changements dans la structure socioprofessionnelle des emplois

Cette mobilité structurelle concerne 18,3 % de la population étudiée (1268/6928) ou encore 28,4 % des individus mobiles (1268/4467)

La **mobilité nette** mesure la mobilité qui ne s'explique pas par les modifications de la structure des PCS entre 2 générations

Mobilité nette = Mobilité brute – Mobilité structurelle

Exemple avec les données vues précédemment

Mobilité nette = 4467 - 1268 = 3199

En 2017, la mobilité nette des hommes âgés de 40 à 59 ans concernait 3,199 millions de personnes

Cela représentait 46,2 % (3199/6928) des hommes de cette tranche d'âge ou encore 71,6 % (3199/4467) des personnes mobiles

Il existe enfin une **mobilité de statut**. Elle concerne les individus occupant un statut d'emploi (salarié ou indépendant) différent de celui de leur père

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 165 | 6 | 4 | 5 | 3 | 17 | 200 |
| ACCE | 49 | 201 | 96 | 84 | 52 | 234 | 716 |
| Cadres et PIS | 70 | 226 | 446 | 305 | 151 | 310 | 1508 |
| Professions intermédiaires | 100 | 212 | 214 | 317 | 190 | 601 | 1634 |
| Employés | 48 | 90 | 72 | 126 | 110 | 309 | 755 |
| Ouvriers | 223 | 216 | 77 | 188 | 189 | 1222 | 2115 |
| Ensemble | 655 | 951 | 909 | 1025 | 695 | 2693 | 6928 |

Somme des données en violet = 1680

1,68 million d'hommes âgés de 40 à 59 ans en 2017 ont connu une mobilité de statut, soit 24,2 % (1680/6928) des hommes ou 37,6 % (1680/4467) des mobiles

Synthèse : La mobilité observée pour les hommes âgés de 40 à 59 ans en 2017

| | Effectifs (en milliers) | en % de l'ensemble | en % des mobiles |
|--|-------------------------|--------------------|------------------|
| Les immobiles | 2461 | 35,5 | --- |
| La mobilité brute | 4467 | 64,5 | 100,0 |
| La mobilité structurelle | 1268 | 18,3 | 28,4 |
| La mobilité nette | 3199 | 46,2 | 71,6 |
| La mobilité verticale ascendante | 1557 | 22,5 | 34,9 |
| La mobilité verticale descendante | 677 | 9,8 | 15,2 |
| La mobilité horizontale | 553 | 8,0 | 12,4 |
| La mobilité de statut | 1680 | 24,2 | 37,6 |

Les **odds ratio** mesurent la fluidité sociale

La **mobilité observée** est une mesure en valeur absolue de la mobilité

=> Elle est dépendante de la taille des effectifs de chaque groupe socioprofessionnel

Or la taille de ces groupes varie dans le temps et dans l'espace

=> La mobilité observée sera d'autant plus forte que la taille des groupes varie

Pour pallier cet inconvénient, on mesure aussi la mobilité sociale en valeur relative : ce faire sont les odds ratios (ou rapports de chances relatives)

Exemple

| GSP des FILS | GSP des PÈRES | | | | | | Ensemble |
|----------------------------|---------------|-------|---------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | |
| Agriculteurs | 25,2 | 0,6 | 0,4 | 0,5 | 0,4 | 0,6 | 2,9 |
| ACCE | 7,5 | 21,1 | 10,6 | 8,2 | 7,5 | 8,7 | 10,3 |
| Cadres et PIS | 10,7 | 23,8 | 49,1 | 29,8 | 21,7 | 11,5 | 21,8 |
| Professions intermédiaires | 15,3 | 22,3 | 23,5 | 30,9 | 27,3 | 22,3 | 23,6 |
| Employés | 7,3 | 9,5 | 7,9 | 12,3 | 15,8 | 11,5 | 10,9 |
| Ouvriers | 34,0 | 22,7 | 8,5 | 18,3 | 27,2 | 45,4 | 30,5 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Chances relatives d'un fils de cadres de devenir cadre (49,1%) plutôt qu'ouvrier (8,5%) : $49,1 / 8,5 = 5,776$ \Leftrightarrow **Un fils de cadre à 5,8 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier.** Chances relatives d'un fils d'ouvrier de devenir cadre (11,5%) plutôt qu'ouvrier (45,4%) : $11,5/45,4 = 0,253$ \Leftrightarrow **Un fils d'ouvrier à 0,25 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier**

\Rightarrow Rapport de chances relatives : $5,776 / 0,253 = 22,8$ \Leftrightarrow **Un fils de cadre a 22,8 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier qu'un fils d'ouvrier**

Pour que la position sociale d'un individu ne soit pas liée à son origine sociale, il faudrait que le **odds ratio** soit égal à **1**

=> Ce serait la **fluidité sociale parfaite**

Si le **odds ratio** est supérieur à **1**, on parlera alors de **viscosité sociale**

=> Le odds ratio est un **indicateur de l'égalité des chances dans l'accès aux différentes positions sociales**

De quoi parle-t-on ?

- (Mobilité intragénérationnelle)
- Mobilité intergénérationnelle

Comment la mesure-t-on ?

- Tables mobilité brute/recrutement/destinée
- Mobilités horizontale/ascendante/descendante
- Mobilités brute/structurelle/nette
- Fluidité sociale

La mobilité sociale en France

Quelle est-elle en 2015 ?

Comment a-t-elle évolué ?

Comment l'expliquer ?

Quelle est la situation de la mobilité sociale en 2015 ?

reprise des éléments du poly 2

- **La destinée des fils par rapport à leurs pères**

- La mobilité sociale est la règle
- L'immobilité sociale est la plus forte pour
 1. Les cadres
 2. Les employés et ouvriers qualifiés
- La mobilité ascendante la plus forte s'observe d'abord chez les employés et ouvriers non qualifiés

- **La destinée des filles par rapport à leurs mères**

- La mobilité est plus forte que celle des fils par rapport à leurs pères
- L'immobilité est la plus forte pour
 1. Les cadres
 2. Les Professions intermédiaires

mais ces données sont biaisées

- **La destinée des filles par rapport à leurs pères**

- La mobilité est forte mais le plus souvent descendante ou horizontale

Données 2019 complémentaire au poly 2 cf page suivante

La destinée des femmes par rapport à leur père en 2019

| PCS père | PCS fille | | | | | | |
|---------------------------|--------------|------|---------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------------|----------|
| | Agriculteurs | ACCE | Cadres et PIS | Professions intermédiaires | Employés et ouvriers qualifiés | Employés et ouvriers non qualifiés | Ensemble |
| Agri. | 6,5 | 4,2 | 11,2 | 24,9 | 31,1 | 22,1 | 100,0 |
| ACCE | 0,5 | 7,6 | 18,6 | 27,8 | 26,6 | 19,0 | 100,0 |
| Cadres et PIS | 0,4 | 4,4 | 39,0 | 32,7 | 14,8 | 8,7 | 100,0 |
| PI | 0,3 | 3,7 | 19,5 | 35,6 | 26,3 | 14,7 | 100,0 |
| Empl. et ouv. qualif. | 0,5 | 3,5 | 8,8 | 24,0 | 35,4 | 27,9 | 100,0 |
| Empl. et ouv. Non qualif. | 0,6 | 3,1 | 6,9 | 19,4 | 33,6 | 36,5 | 100,0 |
| Ens | 0,8 | 4,2 | 16,3 | 27,1 | 29,1 | 22,4 | 100,0 |

Synthèse p.7 du poly 2

La mobilité sociale observée des hommes et des femmes, en 2015

| | Hommes par rapport à leur père | Femmes par rapport à leur mère | Femmes par rapport à leur père |
|-------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Immobilité | 34,8 % | 29,5 % | 29,9 % |
| Mobilité sociale | 65,2 % | 70,5 % | 70,1 % |
| Dont : | | | |
| <i>Mobilité ascendante</i> | 27,6 % | 39,8 % | 21,8 % |
| <i>Mobilité descendante</i> | 15,0 % | 11,7 % | 25,0 % |
| <i>Mobilité non verticale</i> | 22,6 % | 19,0 % | 23,3 % |

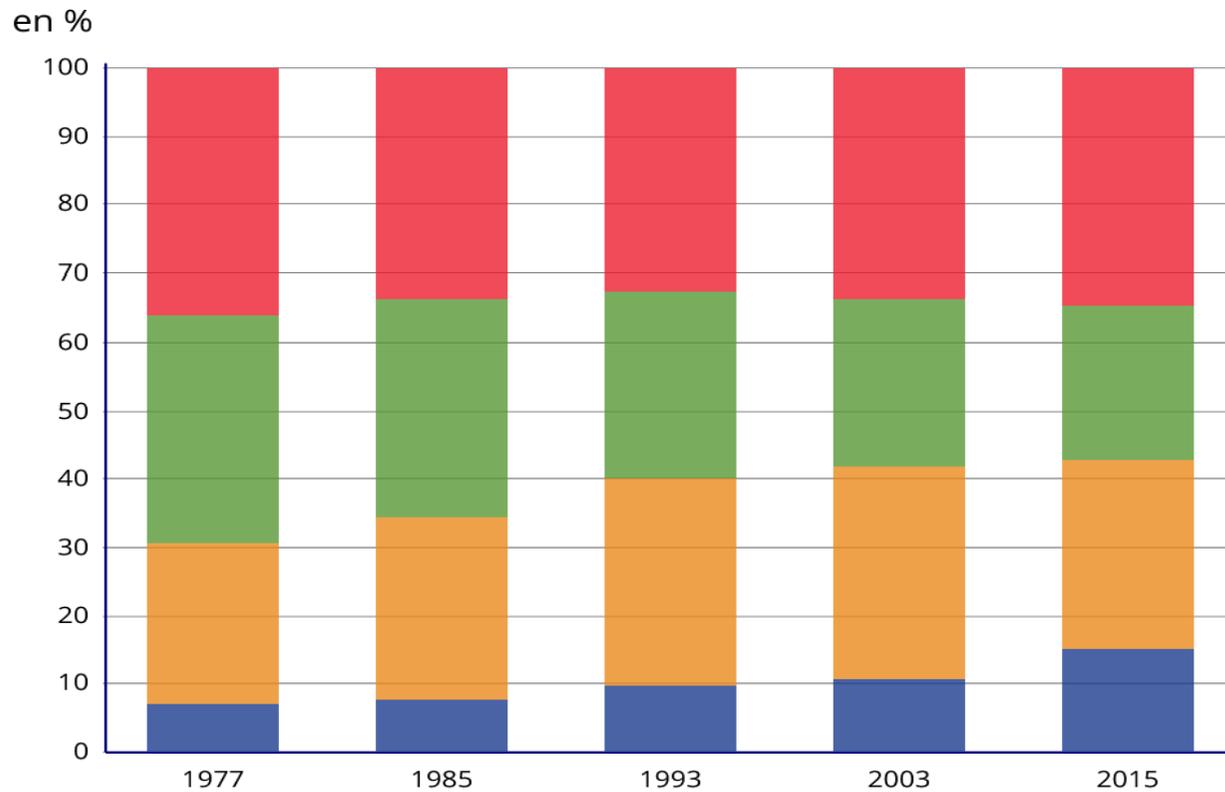
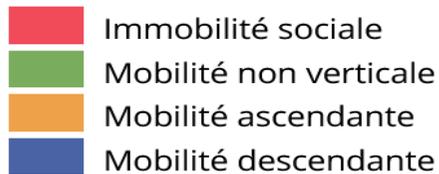
Source : Insee, enquête FQP, 2014-2015.

Champ : France métropolitaine, hommes et femmes, actifs occupés ou l'ayant été, âgés de 35 à 59 ans (au 31 décembre de l'année de l'enquête). Rappel : Immobilité + Mobilité sociale = 100 %

Quelles évolutions de la mobilité sociale des hommes ?

Données complémentaires au poly 2

Mobilité sociale pour les hommes comparés à leur père observée de 1977 à 2015



Lecture : en 2015, 65 % des hommes relèvent d'une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de leur père, 28 % ont connu une mobilité ascendante.

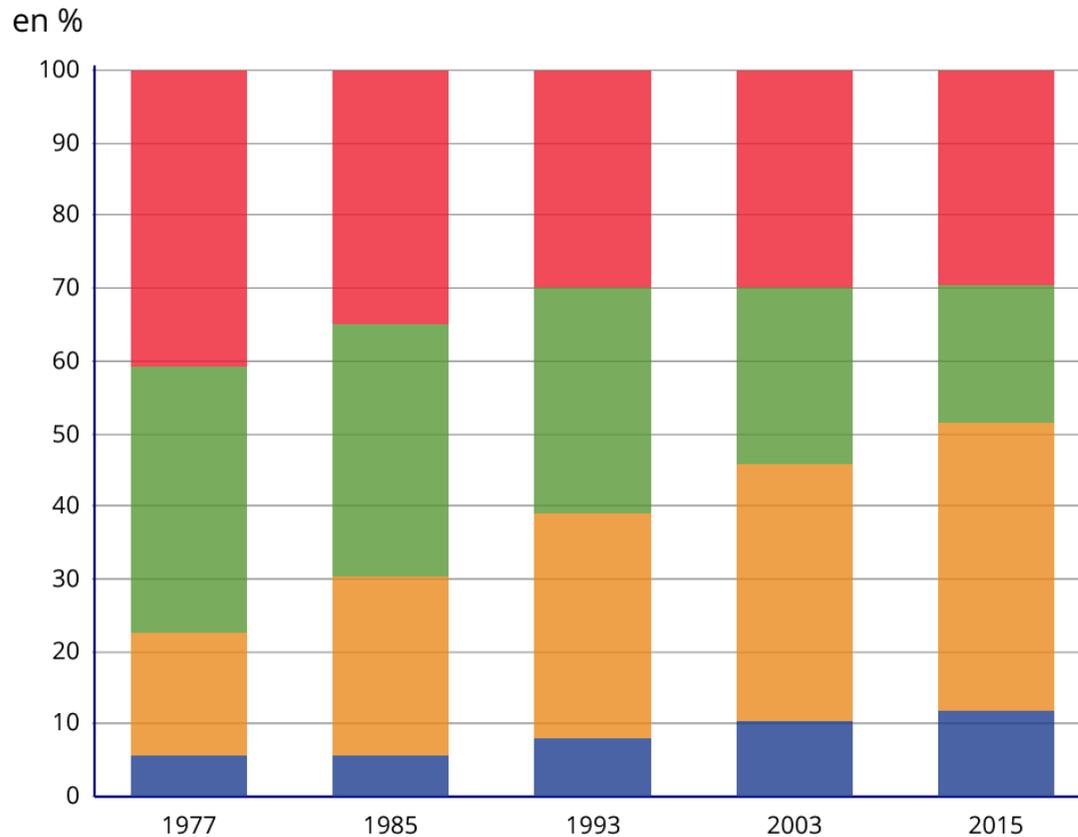
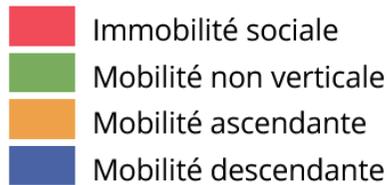
Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.
Source : Insee, enquêtes Formation et qualification professionnelle (FQP) 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015.

D'autres données montrent que

- La **fluidité sociale a augmenté** : tous les odds ratio ont baissé entre 1977 et 2003
- Les **perspectives de mobilité sociale ascendante ont baissé** entre la génération du baby-boom et leurs enfants en raison de la baisse de la mobilité structurelle

Quelles évolutions de la mobilité sociale des femmes ?

Mobilité sociale pour les femmes comparées à leur mère observée de 1977 à 2015

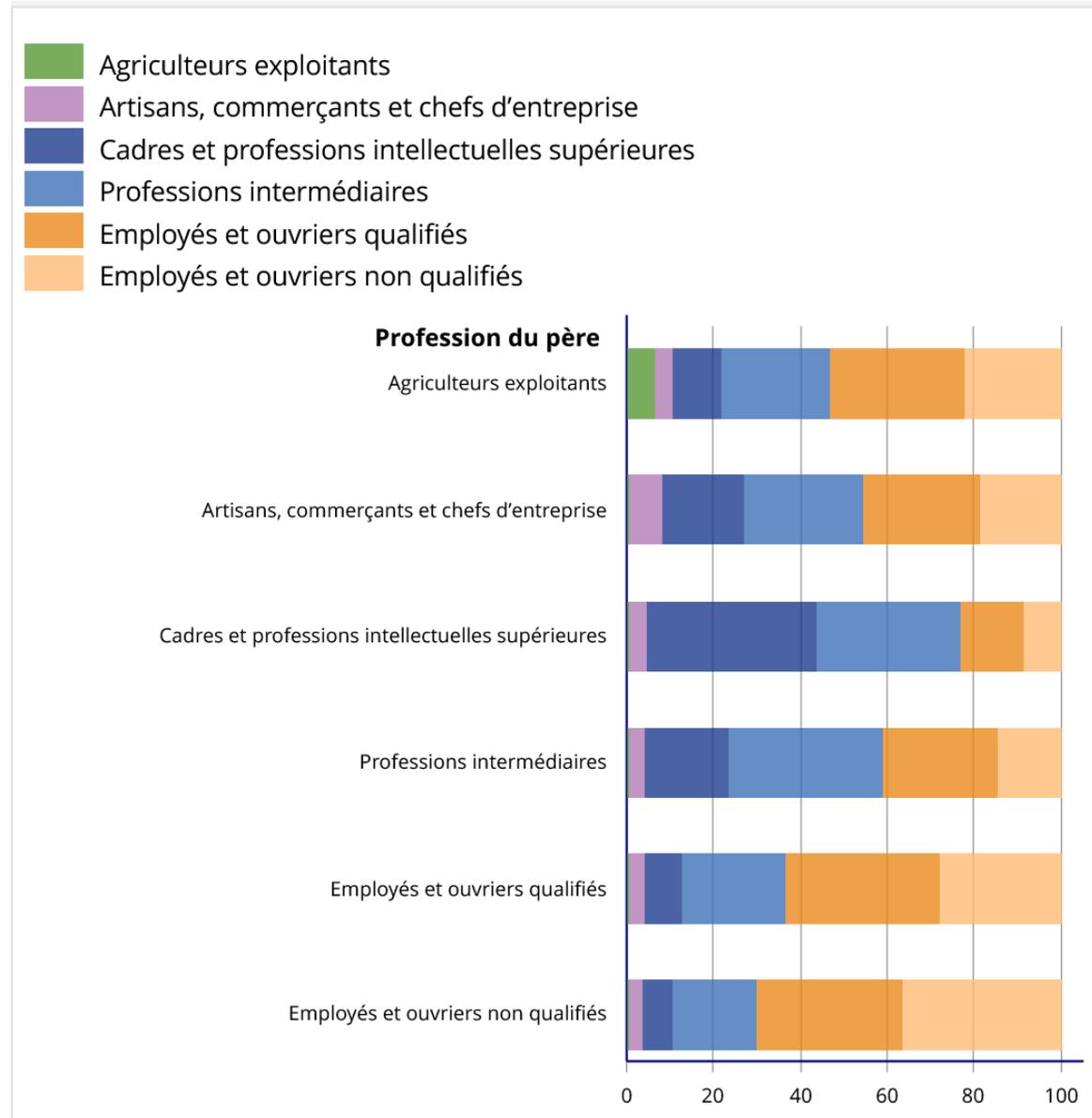


Lecture : en 2015, 71 % des femmes relèvent d'une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de leur mère, 40 % ont connu une mobilité ascendante

Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête

Source : Insee, enquêtes Formation et qualification professionnelle (FQP) 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015

Destinées sociales pour les femmes selon la catégorie sociale de leur père en 2019



Lecture : en 2019, 4 % des femmes de père agriculteur exploitant sont artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre 2019

Source : Insee, enquête Emploi 2019

Pour aller plus loin

- « La mobilité sociale des femmes et des hommes : évolutions entre 1977 et 2015 », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

Disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238441?sommaire=4238781>

- « En 40 ans, la mobilité sociale des femmes a progressé, celle des hommes est restée quasi stable », *Insee Première* n° 1739, février 2019.

Disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3733096>

Comment expliquer la mobilité sociale ?

Principales causes

Mobilité structurelle

Fluidité sociale

=> Identifier les évolutions structurelles qui permettent de comprendre les trajectoires collectives de mobilité sociale

Mais il faut aussi expliquer les phénomènes de reproduction sociale

Enjeu : expliquer l'enchaînement

Origine sociale => Diplôme => Place dans la structure sociale

2 travaux fondateurs en sociologie

Pierre Bourdieu (démarche holiste)

La culture valorisée par l'école est celle des classes dominantes

Raymond Boudon (individualisme méthodologique)

- Les choix d'orientation scolaire reposent sur un calcul coût-avantage dont les données ne sont pas les mêmes en fonction du milieu d'origine

- Le lien entre diplôme et place dans la hiérarchie sociale est de moins en moins ténu car

1. Inflation scolaire (paradoxe d'Anderson)

2. Baisse de la mobilité ascendante structurelle => sentiment de frustration relative (Hervé Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien*, 2019)

Remarque : **Les analyses de Bourdieu et de Boudon sont complémentaires**

Données complémentaires sur les explications de la mobilité sociale

Document sur cahierdeprepa

Article de Bernard Lahire : « La réussite scolaire en milieux populaires ou les conditions sociales d'une schizophrénie heureuse »

Document en ligne sur l'ouvrage de Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi* (2018) :

- Un résumé

<https://www.melchior.fr/note-de-lecture/la-france-des-belhoumi>

- Une conférence

<http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-france-des-belhoumi-les-parcours-singuliers-denfants-dimmigres-a-travers-lhistoire-dune-famille>

Synthèse 2 consacré à la mobilité sociale

De quoi parle-t-on ?

- (Mobilité intragénérationnelle)
- Mobilité intergénérationnelle

Comment la mesure-t-on ?

- Tables mobilité brute/recrutement/destinée
- Mobilités horizontale/ascendante/descendante
- Mobilités brute/structurelle/nette
- Fluidité sociale

La mobilité sociale en France

Quelle est-elle en 2015 ?

| | Hommes par rapport à leur père | Femmes par rapport à leur mère | Femmes par rapport à leur père |
|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Immobilité | 34,8% | 29,5% | 29,9% |
| Mobilité sociale | 65,2% | 70,5% | 70,1% |
| Dont : | | | |
| <i>Mobilité ascendante</i> | 27,6% | 39,8% | 21,8% |
| <i>Mobilité descendante</i> | 15,0% | 11,7% | 25,0% |
| <i>Mobilité non verticale</i> | 22,6% | 19,0% | 23,3% |

Comment a-t-elle évolué ?

- Destinée sociale des fils stable depuis 1997
- Baisse de la mobilité structurelle
- Baisse des perspectives de M.S. ascendante
- Augmentation de la fluidité sociale

Comment l'expliquer ?

- Changements structure des PCS
- Rôle de l'école dans la M.S. mais aussi dans la reproduction sociale

Une étude récente et originale sur la mobilité sociale

Michaël Sicsic « Qui est mieux classé que ses parents dans l'échelle des revenus ? Une analyse de la mobilité intergénérationnelle en France », *Économie et statistique* n° 540, 2023

Objet : **Étudier la mobilité intergénérationnelle des individus dans l'échelle des revenus**

Comment ? **En comparant les revenus individuels du travail** de 2019 de jeunes adultes de 29 ans à ceux de leurs parents en 2010, lorsque parents et jeunes vivaient dans le même foyer fiscal

Il existe une corrélation positive entre mobilité intergénérationnelle et croissance

- Mobilité intergénérationnelle permet une **croissance plus inclusive**, où chacun a les mêmes chances de prospérer (OCDE, 2018) et peut stimuler l'innovation (Aghion et al., 2019)
- Des **positions figées** d'une génération à l'autre et un **sous-investissement en capital humain** conduisent à des **pertes d'efficience** (Becker & Tomes, 1979)
- **Faible mobilité** dans le bas de la distribution des revenus conduit à la **perte de nombreux talents et entrepreneurs potentiels** (Bell et al., 2019).
- Diminuer la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre permet de tendre vers une **égalité des opportunités** (Roemer et Trannoy, 2016)

Cette étude présente 5 résultats

1. Persistance intergénérationnelle des revenus

Un jeune dont les parents sont classés 10 centièmes de revenus plus haut que ceux d'une autre a en moyenne un classement plus élevé de 2,5 centièmes de revenus

2. Inégalités de revenus se transmettent entre générations

Les jeunes des familles aux revenus parmi les 20 % plus élevés ont trois fois plus de chances d'être classés parmi les 20 % les plus aisés que ceux issus des familles parmi les 20 % les plus modestes.

3. Mais aussi une certaine mobilité

73 % des jeunes adultes appartiennent à un cinquième de revenus différent de celui de leurs parents

Parmi les jeunes adultes de 29 ans dont les parents appartiennent aux 20 % les plus modestes, 12 % sont en mobilité très ascendante en faisant partie des 20 % les plus aisés de leur génération

4. Mobilité ascendante des revenus en France plus importante que dans certains PDEM mais plus faible que dans d'autres

Supérieure à celle observée aux États-Unis et en Italie

Proche de celle observée en Australie

Inférieure à celle du Canada, de la Suisse, du Danemark et de la Suède

5. La mobilité ascendante des revenus dépend de multiples facteurs

La mobilité ascendante des revenus est d'autant plus forte que :

- Les parents ont des revenus du capital élevés
- Le parent au plus haut revenu a au moins le baccalauréat
- Le parent au plus haut revenu est immigré
- La famille a été mobile géographiquement pendant l'enfance de l'individu
- Le jeune réside en Île-de-France à sa majorité.

À l'inverse, être une femme, avoir vécu dans une famille monoparentale ou dans une famille dans laquelle la personne de référence est ouvrier ou employée et vivre dans les Hauts-de-France influent négativement sur la mobilité ascendante

III. Transformations démographiques et évolution des modes de vie polycopié 3

Bibliographie

J.C. Chesnais, *La Démographie*, collection Que sais-je ?, PUF, 2010.

G. Mermet, *Francoscopie 2030. Nous, aujourd'hui et demain*, Larousse, 2018.

R. Schor, *Histoire de la société française au XXe siècle*, Belin, 2004.

L'université de tous les savoirs propose en ligne plusieurs conférences sur la relation entre économie et démographie, par exemple celle de Jean-Louis Chesnais consultable à cette adresse :

http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/demographie_et_croissance_economique.910

1. Les grands indicateurs démographiques

1.1. À quoi sert la démographie ?

Définition

« science ayant pour objet l'étude des populations humaines, et traitant de leur dimension, de leur structure, de leur évolution et de leurs caractères généraux, envisagés principalement d'un point de vue quantitatif. »

Jean-Claude Chesnais, *La démographie*, 2010

Enjeu 1 : Expliquer la variation de la population (P_i)

$$P_{t+1} = P_t + \underbrace{(N_t - D_t)}_{\text{Solde naturel}} + \underbrace{(I_t - E_t)}_{\text{Solde migratoire}}$$

N_t : nombre de naissances au cours de l'année t

D_t : nombre de décès au cours de l'année t

I_t : nombre d'immigrants au cours de l'année t

E_t : Nombre d'émigrants au cours de l'année t

Provenance des données

- **Recensement** mesure la dimension et la structure de la population (âge, sexe, état matrimonial, nationalité, lieu de naissance, lieu de résidence, activité, emploi, scolarisation)

Mais questions sur origines sociales, ethniques ou religieuses interdites

=> **Approche en terme de stock de la population**

- **État civil** mesure les changements de la population (naissances, mariages, décès)

=> **Approche en terme de flux de la population**

Solde migratoire difficile à mesurer (évaluation indirecte)

Solde migratoire = variation de la population¹ - solde naturel²

¹ donnée issue du recensement

² donnée issue de l'état civil

Pour comparer données entre 2 dates ou 2 zones géographiques, les données en valeur absolue sont ramenées en données en valeur relative : des **taux calculés pour 1 000 habitants**. Exemples

- **Taux de natalité** = Nombre de naissances pour 1 000 habitants

- **Taux de mortalité** = Nombre de décès pour 1 000 habitants

Complément : les chiffres clé de la démographie française en 2023

- À partir du document sur cahierdeprepa : *INSEE Première*
« En 2024, la fécondité continue de diminuer, l'espérance de vie se stabilise », janvier 2025 faire une carte mentale qui rend compte des éléments suivants :

Principales données à retenir pour 2024

Quelles évolutions de ces données en tendance longue ?

Quels éléments de comparaison avec les autres pays européens ?

Qu'avez vous retenu de ce bilan démographique ?

Présentation de quelques indicateurs démographiques complémentaires

Ce que nous allons voir

- Les mesures de la natalité et de la fécondité
- Les mesures de la mortalité et de la longévité

Une ressource incontournable :

https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/population_graphiques/

Les mesures de la natalité et de la fécondité

Taux de natalité

= Nbre de naissances / Population * 1 000

En France métropolitaine 10,5 pour 1 000 en 2025

Taux de fécondité

= Nbre naissances / Nbre femmes de 15-49 ans

Ce taux peut se calculer par âge :

Taux fécondité à l'âge X

= Nbre naissances de femmes d'âge X / Nbre femmes d'âge X

Il permet de calculer des indicateurs de fécondité

Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)

Présentation : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/videos/animation-mesurer-la-fecondite/>

C'est le nombre d'enfants qu'aurait une génération fictive de femmes qui connaîtraient, à chaque âge, la même probabilité d'avoir un enfant que celle mesurée pour les femmes de cet âge l'année considérée

Pour comparaison dans le temps et dans l'espace, voir le document :

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/europe-pays-developpés/indicateurs-fecondite/>

ICF mondial estimé à 2,2 enfants par femme en 2023

contre 5 au cours des années 1950-55 \Leftrightarrow Arrivée d'une bonne partie des pays du monde à la fin de leur phase de transition démographique

ICF repose sur une **approche transversale**

La descendance finale

Descendance finale =

Nbre enfants nés de femmes nées l'année X / Nbre de femmes nées l'année X

C'est une **approche longitudinale** qui prend en compte les taux de fécondité des femmes d'une même génération sur l'ensemble des années de leur vie féconde

C'est la **somme des taux de fécondité par âge, de 15 à 49 ans, des femmes d'une même génération**

Données

Les femmes nées en 1969 eu en moyenne 2 enfants

Au cours du 20^{ème} siècle, la **génération 1928 est celle qui a eu la descendance finale la plus élevée** : 2,65 enfants par femme

La **descendance finale des femmes a tendance à diminuer depuis**

Les femmes font des enfants de plus en plus tard => La descendance des femmes à 30 ans baisse depuis 1967 alors que celle à 40 ans remonte pour les dernières générations ayant atteint cet âge

La **descendance finale des femmes devrait repartir à la hausse dans les prochaines années** et rester supérieure à 2 enfants par femme pour les générations nées dans les années 1970

La question du renouvellement des générations

Le remplacement de génération nécessiterait un nombre moyen d'enfants par femme de 2,1. À quoi correspond ce chiffre ?

1. Combien d'enfants doit avoir en moyenne 1 femme pour que naisse 1 fille ? 2,05 enfants vivants car il naît en moyenne 100 filles pour 105 garçons (constante biologique)

2. Si on fait l'hypothèse que 2 % des filles décèdent avant l'âge moyen à la maternité ou pendant la période fertile, la probabilité de survie de chaque fille est de 0,98

=> **Nombre moyen d'enfants par femme nécessaire pour assurer qu'une femme donne naissance à une fille** doit ainsi se situer vers 2,09 ($2,05/0,98$) soit être environ égal à 2,1

Deux autres indicateurs en matière de reproduction féminine

Taux brut de reproduction féminine

$$\begin{aligned} \text{TBR} &= \text{Taux féminin à la naissance} * \text{ICF} \\ &= [100/(100+105)] * 1,62 = 0,79 \end{aligned}$$

Il naît 0,79 fille pour 1 femme

Taux net de reproduction féminine

$$\begin{aligned} \text{TNR} &= \text{TBR} * \text{probabilité pour une femme d'être vivante quand elle aura l'âge de procréer} \\ &= 0,79 * 0,98 = 0,77 \end{aligned}$$

Il y aurait un **déficit de naissances de 23 % pour assumer la reproduction des générations en France**

Estimation puisque cette donnée dépend de la validité de l'ICF comme moyen de prévision de la fécondité des femmes

Les mesures de la mortalité et de la longévité

Le taux de mortalité

Taux de mortalité = Nombre de décès / Population * 1 000

En France métropolitaine 9,4 pour 1 000 en 2025

Après avoir atteint un minimum de 8,6 pour 1 000 entre 2007 et 2010, il a augmenté entre 2011 et 2023

Cette augmentation devrait de poursuivre jusqu'en 2100 (avec une projection à 10,9 pour 1 000) (données Ined)

Ce taux peut se calculer par âge

Taux de mortalité à l'âge X

= Nbre personnes décédées à l'âge X / Nombre personnes d'âge X * 1 000

Taux de mortalité infantile

= Nbre de décès d'enfants de moins de un an/Nbre de naissances vivantes observées la même année * 1 000

Un des indicateurs les plus fiables du niveau de développement

- Un indicateur qui a permis à E. Todd de prévoir l'effondrement du système soviétique (*La chute*, 1976)

- Données régionales estimées par l'Ined pour 2025 :

1. Afrique : 42,6 pour 1 000
2. Asie : 20,3 pour 1 000
3. Océanie : 14,5 pour 1 000
4. Amérique latine et caraïbes : 6,7 pour 1 000
5. Amérique septentrionale : 4,7 pour 1 000
6. Europe : 3,3 pour 1 000

L'espérance de vie

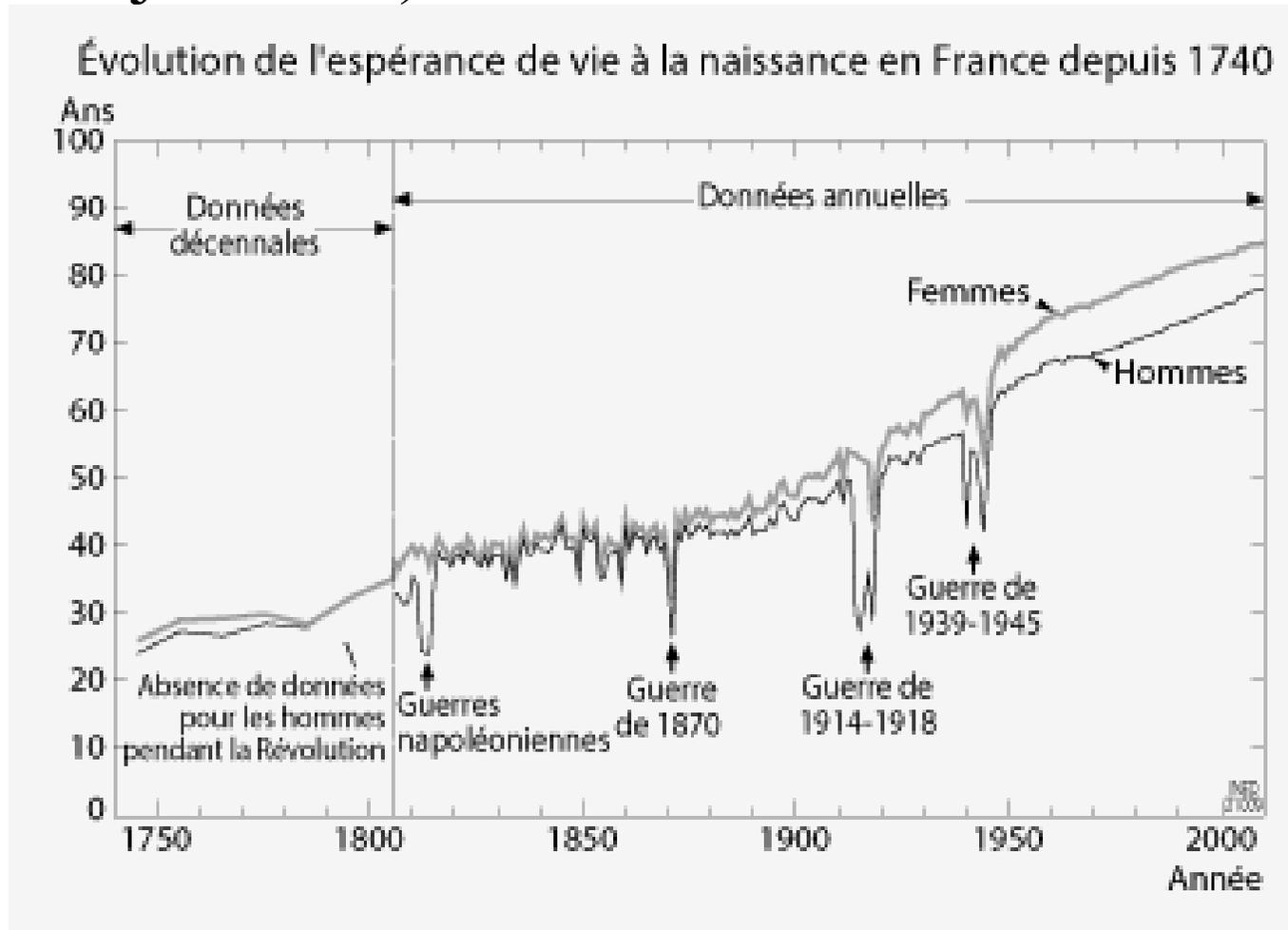
Présentation vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=j1lgpd00vBk>

Autre vidéo de présentation : <https://vimeo.com/104709317>

Approche transversale : pour une année donnée, l'espérance de vie à la naissance correspond à l'âge moyen de décès qu'aurait une génération fictive d'individus qui auraient, à chaque âge, la même probabilité de décéder que celle mesurée pour cet âge l'année considérée

L'évolution de l'espérance de vie en France

Durée de vie moyenne a plus que triplé en 2,5 siècles (25 ans en 1740, 80 ans ou plus aujourd'hui)



Comparaison des espérances de vie au niveau mondial

En **2023** espérance de vie à la naissance : **70,9 années pour les hommes** et **75,8 pour les femmes**

1960-2023 : +20,1 ans chez hommes, +20,5 ans chez femmes

- Les plus élevés

1. Monaco : 84,4 ans pour les hommes et 88,5 ans pour les femmes
2. Saint-Marin : 84,2 ans pour les hommes et 87,1 ans pour les femmes
3. Koweït : 82,7 ans pour les hommes et 83,7 ans pour les femmes

- Les plus faibles

Lesotho : 54,6 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes

Nigeria : 54,2 ans pour les hommes et 54,7 ans pour les femmes

Tchad : 53,2 ans pour les hommes et 57 ans pour les femmes

Ecart régional très élevé : moins de 60 ans pour les hommes et les femmes en Afrique de l'Ouest en 2020 contre plus de 80 ans en Australie et Nouvelle Zélande

Longévité aussi abordée via une approche longitudinale :
âge médian auquel meurent l'ensemble des individus d'une
génération : âge médian estimé a augmenté de 4 ans entre la
génération née en 1920 et celle née en 1940

**Dans pays les plus développés l'enjeu est de savoir jusqu'à
quel âge on peut espérer vivre en bonne santé**

- L'indicateur de l'espérance de vie en bonne santé est
présenté sur le site Vie publique

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/288403-esperance-de-vie-en-bonne-sante-67-ans-femmes-656-ans-hommes>

- Un article des décodeurs du Monde permet d'en souligner
les enjeux et les limites

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/04/15/qu-est-ce-que-l-esperance-de-vie-en-bonne-sante-indicateur-recurrent-des-debats-sur-l-age-de-depart-a-la-retraite_6122315_4355770.html

Indicateur de l'espérance de vie en bonne santé en bref

- Mesure **nbre années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes par un problème de santé** (« espérance de vie sans incapacité » ou espérance de santé)

- Étude de la Drees (2023) : **espérance de vie en bonne santé en France est supérieure à la moyenne européenne** et est en augmentation depuis 2008

À 65 ans, elle est de 12 ans pour les femmes et de 10,5 ans pour les hommes

1.2. Les lois et les régularités statistiques

Les lois biologiques

Surnatalité et surmortalité masculines

Les femmes sont en moyenne plus nombreuses que les hommes à tous les âges de la vie

Explications : Des facteurs biologiques et sociaux

- Décès des femmes liés à l'accouchement de plus en plus rares
- Des métiers à risque essentiellement masculins
- Des comportements nocifs plus fréquents chez les hommes
- Des conduites à risques plus fréquentes chez les hommes
- Moindre immunité des hommes face au vieillissement

Âge joue un rôle important sur la mortalité et la fécondité

À partir de 8-10 ans la mortalité augmente avec l'âge, de manière exponentielle après 60 ans

Fertilité croît à partir de la puberté puis décroît à partir de 35 ans

La transition démographique : une loi historique

A. Landry (1934) : 3 régimes démographiques

1. Régime **ancien ou primitif**

Nombre d'individus dépend de la quantité des subsistances
Mortalité régule la population

2. Régime **intermédiaire**

Contrôle social (encadrement nuptialité) permet adapter taille population aux subsistances

3. Régime **contemporain**

Couples contrôlent leur fécondité de manière à assurer à leur descendance des conditions de vie confortables

=> Un schéma qui semble commun à toutes les sociétés

La phase de transition se déroule en deux étapes

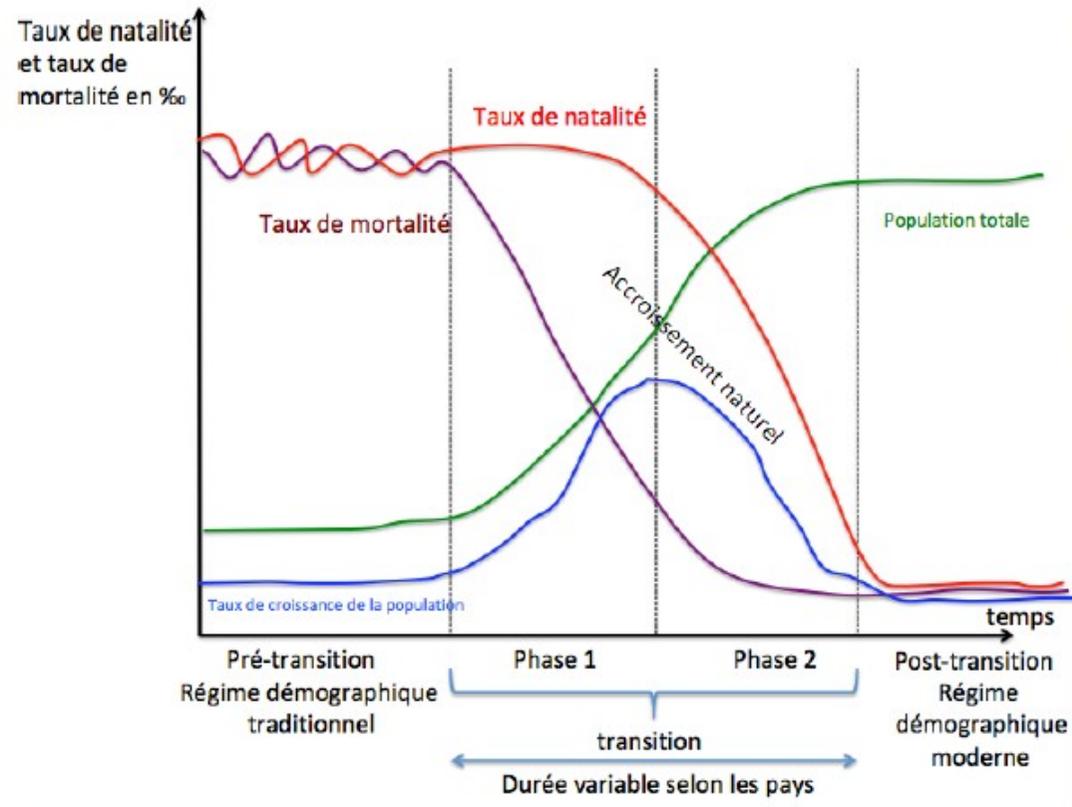
A retenir

Baisse de la mortalité due à

- Progrès (hygiène, alimentation, médecine,...)
- qui sont permis et se diffusent grâce à la stabilité politique, à une meilleure organisation administrative et à la hausse du niveau d'instruction

Baisse de la natalité due à

- Adaptation des comportements de fécondité à la baisse de la mortalité infantile
- Mutations des structures socio-économiques qui => moindre prégnance des règles morales, religieuses ou sociales et transformation du statut de l'enfant (une main d'œuvre vs un coût)



Mais ce schéma uniforme va être remis en cause dans les années 1960

=> TransitionS démographiqueS

Baisse de la mortalité est étendue à l'ensemble de la planète **mais baisse de la fécondité est beaucoup moins étendue.** 2 explications

1. Baisse fécondité plus tardive dans pays où statut de la femme demeure traditionnel

2. Baisse mortalité fait augmenter la population en âge de procréer ce qui retarde la baisse de la fécondité

Dans PDEM : 2nde révolution démographique avec baisse de la fécondité sous la barre des 2,1 enfants par femme

3 conséquences de la transition démographique à l'échelle mondiale

1. Effet d'échelle : forte croissance population mondiale qui s'accélère dans les années 1950 => **Population mondiale est multipliée par 2 entre 1950 et 1987.** Depuis augmentation population mondiale ralentit

2. Effet de structure : Vieillissement population mondiale

Il se produit lors de la 2^{ème} phase de la transition :

- Baisse fécondité => vieillissent par le bas
- Baisse mortalité à partir de 60 ans => vieillissement par le haut

En 2100, la part des plus de 80 ans pourrait dépasser celle des moins de 20 ans

Le dividende démographique

Période au cours de la 2^{ème} phase de transition démographique pendant laquelle le ratio personnes actives/personnes à charge (- de 15 ans et + de 65 ans) augmente

Avantages : Individus en âge de travailler et État ont plus de ressources pour consommer, épargner et investir en capital humain enfants

Condition : Que marché du travail fournisse emplois nécessaires pour absorber une population active plus nombreuse

Complément Étude de l'INSEE de 2015

(A. Nayihouba, « Dividende démographique et croissance économique : quelles perspectives pour l'Afrique ? » *in STATECO N°109*)

Dividende démographique sur le continent africain n'a pas eu un effet notable sur la croissance économique

Explication : Des ratios de dépendance toujours élevés

Mais les pays africains pourraient profiter au cours des années à venir de ce dividende démographique

Condition : des politiques adéquates en matière de santé, d'éducation et d'emploi afin de rendre la population en âge de travailler économiquement productive

3. Transition migratoire

Transition démographique contribue à inversion des flux migratoires

Europe et le Japon, anciennes terres d'émigration, tendent à devenir des terres d'immigration

Mais tendances très différentes selon le pays en raison de politiques migratoires différentes

Complément sur poly : L'originalité de la démographie française

Transition démographique originale au 19^{ème} siècle

Baisse fécondité très précoce (fin du 18^{ème} siècle) + Baisse mortalité
=> Croissance démographique très faible au 19^{ème} siècle (vs très forte dans autres pays européens)

Explications de cette originalité

1. Sécularisation plus poussée
2. Modèle de la famille nucléaire qui s'impose avec la Révolution française (suppression du droit d'aînesse)

Cette originalité se poursuit aujourd'hui (ICF le plus élevé d'Europe) en raison

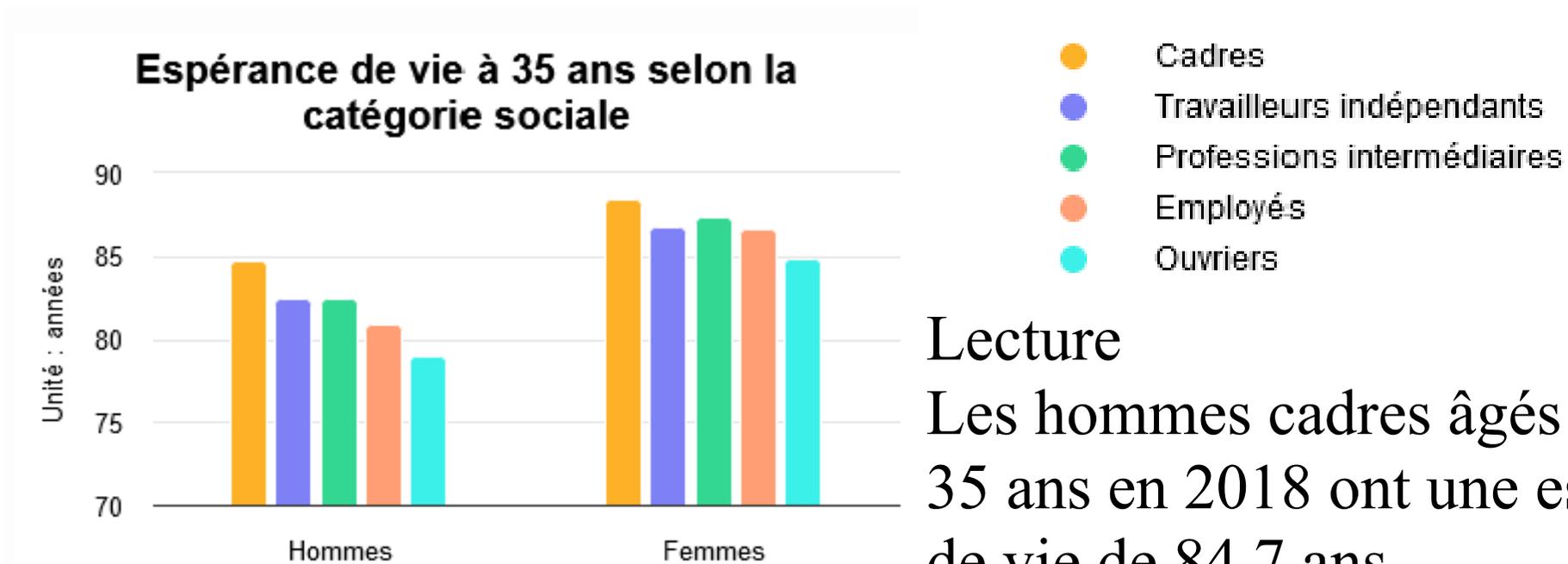
1. De politiques familiales qui poussent à la natalité depuis 1870, et qui se sont amplifiées après 1945
2. Du développement des systèmes d'accueil des enfants
3. D'une protection sociale qui couvre bien les risques sociaux

Les régularités sociales

Plus démunis ont espérance de vie inférieure aux plus favorisés

Inégalité plus marquée dans les PED

Inégalité plus marquée chez hommes que chez femmes : **Écarts d'espérance de vie en fonction de la PCS** jusqu'à 2 fois plus élevés entre hommes qu'entre femmes



Lecture

Les hommes cadres âgés de 35 ans en 2018 ont une espérance de vie de 84,7 ans

Complément : Éléments d'explication des écarts d'espérance de vie entre les PCS dans les PDEM

Les inégalités face à la mort très nettes

Inégalité d'espérance de vie entre cadres et ouvriers : un peu moins de 6 ans pour les hommes et 3,5 ans pour les femmes

=> **Chiffre quasiment identique à ce qu'il était dans les années 1970** et qui a très peu évolué depuis

Inégalités d'espérance de vie sont le **produit de nombreux facteurs**

- La pénibilité physique du travail

- Les habitudes de vie des différents milieux sociaux

- Le rapport à la douleur et la fréquentation des médecins

Conseil de lecture *Ce que disent nos dents de la guerre sociale* de Olivier Cyran paru en 2021 un ouvrage présenté par Ludivine Bantigny ici : <https://www.contretemps.eu/dents-cyran-inegalites-sante-guerre-sociale/>

À l'avenir, la réduction des inégalités sociales de santé dépendra

Des politiques de prévention auprès des jeunes et des adultes

De la prise en compte de l'usure des corps au travail

Des écarts de fécondité en fonction du revenu

Lien entre revenu et fécondité varie avec le niveau de développement

Sociétés traditionnelles, raisonnement de Malthus prévaut

Hausse du revenu => Augmentation de la fécondité

Sociétés plus modernes

Hausse du revenu => Baisse de la fécondité

Complément : Fécondité et catégories sociales dans les pays développés

Dans PDEM **lien** entre niveau revenu et fécondité **complexe : en France**, entre après guerre et milieu des années 1990, **ce sont les catégories moyennes ont le moins d'enfants**

Explication proposée par **P. Bourdieu** : Manifestation d'une **stratégie de mobilité sociale ascendante**

Mais thèse discutable car

Basée sur des différences de comportement de fécondité de plus en plus faibles

Depuis la fin du 20^{ème} siècle ce sont les femmes cadres qui ont l'ICF le plus faible

Principaux indicateurs de fécondité des femmes par groupe social en 2016 et en 1999

| | 2016 | 1999 |
|--|------|------|
| | ICF | ICF |
| Artisanes, commerçantes, cheffes d'entreprise | 1,70 | 2,00 |
| Cadres | 1,64 | 1,60 |
| Professions intermédiaires | 1,75 | 1,66 |
| Employées | 1,91 | 1,78 |
| Ouvrières | 1,76 | 1,78 |
| Jamais travaillé | 2,57 | 2,03 |
| dont hors étudiantes* | 3,24 | 2,87 |
| Ensemble | 1,91 | 1,78 |

Note : agricultrices pas assez nombreuses pour mesurer leur fécondité

Lecture : si une femme avait tout au long de sa vie les taux de fécondité observés à chaque âge en France en 2016 parmi les employées, elle aurait 1,91 enfant

Champ : France hors Mayotte, femmes de 15 à 50 ans en âge révolu vivant en ménage ordinaire

1.3. Démographie et croissance

Trop ou pas assez nombreux ? Opposition entre stagnationnisme et néomalthusianisme

- **Thèse stagnationniste**

A. H. Hansen : Ralentissement croissance population diminue les occasions d'investir et donc crée chômage et dépression

Ester Boserup : Thèse de la pression créatrice

J-C. Chesnais : Avantages économiques de la densification de la population

- Permet intensification des techniques productives
- Augmente taille marché => Rentabilise projets d'I
- Accroît valeur du capital foncier et immobilier => apparition de rente favorable à l'accumulation primitive du capital
- Permet de mettre en place division du travail

• Le néomalthusisme

Malthus : 2 solutions pour ralentir croissance démographique

- Contrainte morale (limitation volontaire des naissances par la chasteté et les mariages tardifs)
- Suppression de l'aide aux pauvres

=> Malthusianisme = Volonté de limiter croissance de la population

Une thèse développée après la 2nde GM, face à la croissance de la population (en particulier dans les PED)

Modèle Coale-Hoover : explosion démographique => sous développement (analyse du cas indien) car relation inverse entre taux d'épargne et fécondité

Thèses néomalthusiennes encore présente aujourd'hui avec la question de l'insuffisance des denrées alimentaires face à la pression démographique

Le rôle de l'État

Le contrôle de la natalité

Enjeux : limiter ou au contraire stimuler la natalité

Réduire la natalité grâce à :

- Meilleur accès à l'éducation, la contraception, l'IVG
- Stérilisation forcée (Inde entre 1975 et 1977)
- Politique de contrôle des naissances (Chine 1971-2016) :

augmentation de l'âge légal du mariage, espacement des naissances et limitation du nombre d'enfants

Soutenir la natalité en limitant le poids du coût de l'enfant supporté par les familles :

- De manière directe (exemple : allocations familiales)
- De manière indirecte (exemple : prise en charge des frais de garde)

Les politiques migratoires

Le dynamisme démographique ne peut être créé qu'en couplant une politique nataliste et une politique migratoire ouverte mais sélective

Complément : Quelques éléments sur les politiques migratoires et natalistes

Politiques natalistes dans PDEM et antinatalistes dans PED

1^{er} problème : l'intervention de l'État est-elle légitime ?

Dans les PDEM

En France

Des mesures annoncées en 2024 pour accroître la natalité

Nouveau « congé de naissance », « mieux rémunéré et qui permettra aux 2 parents d'être auprès de leur enfant pendant 6 mois »

Lancement d'un « grand plan » contre l'infertilité, qui était attendu et prévu par la loi de bioéthique de 2021

En Allemagne, politiques natalistes rattachées à la période historique du baby boom hitlérien d'une part et d'autre part à la RDA des années 1950-1970

Dans les pays Latins l'influence de l'église catholique a longtemps été suffisante. Mais comme le disait A. Sauvy : « en Italie en Espagne la fécondité est aujourd'hui plus basse qu'en France. Les allocations familiales ont été plus efficaces que la foi »

=> La légitimité de l'action de l'État n'est pas acquise dans le domaine de la natalité, elle dépend profondément des cultures et donc des histoires nationales

Dans les PED

Politiques anti natalistes se heurtent à ce 1^{er} problème, mais aussi à un 2^{ème} plus idéologique : **La réduction de la natalité peut-elle être imposée par les PDEM ?**

- Conférence mondiale sur la population (Bucarest 1974) : Violente opposition entre les marxistes et Tiers-Mondistes d'une part et les experts occidentaux qui prônaient la réduction de la natalité dans PED à forte croissance démographique

Mais cette divergence idéologique s'est peu à peu apaisée

- Conférence mondiale (Caire 1994) : Subsistent de fortes oppositions de la part de l'Église catholique et des pays islamistes les plus durs aux thèses anti natalistes

Mais le mouvement de baisse de la fécondité tend à l'emporter partout

La mise en place de politiques natalistes (PDEM) ou anti-natalistes (certains PED) nécessitent de savoir ce qui décide les individus à faire plus ou moins d'enfants

2 thèses opposées pour expliquer baisse mondiale de la fécondité

Approche économique : Calcul coût-bénéfice du fait d'avoir un enfant devenu plus défavorable aux familles nombreuses

Approche sociologique et démographique : Faire des enfants, en particulier faire beaucoup d'enfants, renvoie à une norme culturelle qui est remise en cause par le recul des institutions qui la portent (la famille, le mariage, les institutions religieuses)

Une émancipation permise par les médias (D. Cohen *La prospérité du vice*), une thèse corroborée pour le Brésil par E. Duflo et A. Banerjee (*Repenser la pauvreté*)

- **Les politiques en matière d'immigration**

Éléments clé de l'histoire de l'immigration en France

Présence étrangère : **1 % en 1851** à plus de **2 % en 1891**, essentiellement de belges et des italiens

1^{ère} GM : organisation de mouvements d'immigration des pays méditerranéens et des colonies d'Indochine et d'Afrique du nord qui sont complétés après-guerre par la venue d'italiens, d'espagnols, et de polonais. La part d'étrangers augmenta fortement : **6,6 % en 1931**

Années 1930 : arrivée de nombreux réfugiés politiques de l'est, mais la crise économique et la montée de la xénophobie entraîna le départ de nombreux étrangers. En **1946** la part des étrangers ne représente plus que **4,4 %** de la population totale

Après 2^{nde} GM : Tensions sur marché travail => Vagues immigration espagnole, portugaise puis maghrébine et enfin d'Afrique noire et turque jusqu'en **1973** où part des étrangers est de **7,5 %**

1974 : Migrations interdites pour les actifs. Elles se limiteront officiellement à l'accueil de réfugiés du Liban et du sud-est asiatique, ainsi qu'au regroupement familial. Une immigration clandestine se poursuit, souvent des turcs venus d'Allemagne auxquels s'ajoutent aujourd'hui des pakistanais, des tamouls, des indiens, des maghrébins et des africains du sud du Sahara

1993 : Mise en place de la libre circulation des travailleurs ressortissants de l'UE. En **2023**, l'INSEE estime que la population étrangère représente **8,2 %** de la population totale, environ **un cinquième** des étrangers vivant en France sont **de nationalité européenne**

2024 : Loi immigration du 26 janvier

1. Travail

Enjeu 1 : Régularisation des travailleurs sans papiers dans les métiers en tension

Enjeu 2 : Répondre aux besoins de recrutement dans les hôpitaux et les établissements médico-sociaux

Enjeu 3 : Attirer des travailleurs qualifiés

Enjeu 4 : Lutter contre le travail illégal des travailleurs des plateformes numériques

2. Intégration et titres de séjour

Enjeu : Durcissement des conditions d'accès à la nationalité française

3. Possibilités d'éloignement renforcées

Enjeu : Renforcer les mesures d'éloignement des étrangers qui représentent une menace grave pour l'ordre public

4. Asile et contentieux des étrangers

Enjeu : améliorer la prise en charge et le suivi des demandeurs d'asile

Des mesures initialement prévues dans cette loi censurées par le Conseil constitutionnel, notamment

Instauration de quotas migratoires

Exigence d'une durée de séjour régulier imposé aux étrangers pour l'accès à certaines allocations

Durcissement du regroupement familial

Restrictions sur l'accès au séjour des étrangers malades

Pour un regard économique critique sur cette loi, voir sur cahierdeprepa l'interview de El Mouhoub Mouhoud, président de l'université Paris Dauphine-PSL, publiée dans le journal Le Monde le 30 décembre 2023 « Le régime d'immigration français tourne le dos à ses intérêts »

Pour données complémentaires : Immigrés et étrangers en France sur le site de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#consulter>

Enjeux économiques de l'immigration sont doubles

1. Voir si l'immigration peut constituer une **réponse à la baisse prévisible de la population active** avec le vieillissement de la population dans les PDEM

2. **Comprendre ce qui motive l'émigration** pour l'encourager ou au contraire tenter de la contrôler

L'immigration : une solution à la baisse de la population active dans les PDEM ?

Choix du Canada qui pratique depuis les années 1960

- Une politique incitative d'immigration
 - Qui repose sur une sélection sur la base de quotas professionnels, évoluant avec les besoins de l'économie grâce à un système de points
- Pour obtenir le droit d'immigrer au Canada pour y travailler, la note minimum doit s'élever à 67 points, avec au maximum
- 28 points attribués pour les compétences linguistiques
 - 25 pour les études
 - 15 pour l'expérience
 - 12 pour l'âge
 - 10 pour une promesse d'embauche
 - 10 points pour l'adaptabilité

D'autres pays ont suivi l'exemple canadien

- L'Australie depuis 2009
- L'Allemagne dont la politique migratoire actuelle comporte 2 volets
 1. Durcissement de la politique d'asile et des contrôles aux frontières
 2. Ouverture à l'immigration de travailleurs qualifiés

Plusieurs approches pour expliquer l'émigration

1. **Théorie microéconomique des migrations** : Décision de migrer analysée comme le résultat d'un calcul coût/avantage. Dans ce calcul interviennent plusieurs variables

- Les écarts de revenus observés et anticipés entre les pays
- Les écarts de taux de chômage
- Le degré de générosité des systèmes d'indemnisation
- Un ensemble de coûts liés au départ de sa terre natale

2. **Nouvelle économie des migrations** : Migrations analysées comme des décisions collectives prises dans des situations d'incertitude et d'imperfection des marchés

3. **Théorie des migrations** dans le cadre du dualisme du marché du travail : les migrations s'expliquent par la demande de travail des entreprises des pays d'accueil

L'appel à l'immigration est un moyen de faire face aux tensions sur le marché du travail des pays d'accueil

Les émigrés jouent un rôle d'amortisseur en cas de crise et de montée du chômage. **Exemple en France :**

Entre 1973 et 1976

Le nombre de salariés augmentait de 1,5 %

Les effectifs des salariés immigrés diminuaient de 13 %

Entre 1979 et 1983

50 % des emplois supprimés étaient occupés par des étrangers Alors qu'ils n'étaient que 9 à 11 % de l'ensemble des salariés

1.4. Les conséquences du vieillissement de la population

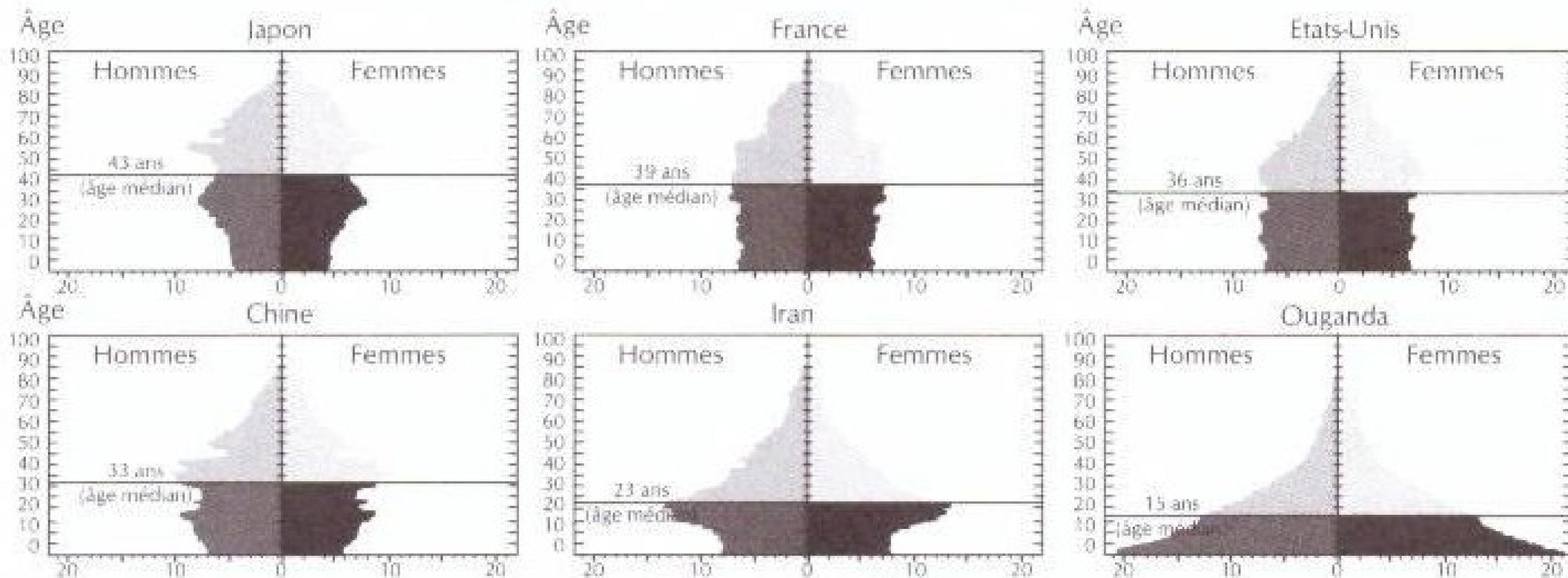
À vos stylos, cette partie est un complément au poly 3

Le phénomène de vieillissement de la population est mondial
<=> Le ratio $\text{Popu}^\circ 20-60 \text{ ans} / \text{Popu}^\circ \text{ totale}$ diminue depuis plus de 10 ans

Mais ce vieillissement est plus ou moins avancé selon les pays

Un vieillissement planétaire plus ou moins avancé

Pyramide des âges et âge médian dans une sélection de pays (2005)



Effectif pour 1 000 habitants

(la surface est la même d'une pyramide à l'autre)

Sources : Instituts nationaux des statistiques et estimations de l'auteur.

© Pinson, Population & Sociétés, n° 457, Ined, juin 2009

3 conséquences économiques du vieillissement abordées

1. L'offre et les facteurs de production
2. Les retraites et les transferts de capitaux
3. La transformation des structures de consommation

L'offre et les facteurs de production

Vieillesse population => Baisse population active =>

Baisse croissance potentielle

Mais 4 éléments peuvent contrer ce phénomène, lesquels ?

2 solutions jouant sur des variables démographiques

- **Augmenter la population active** en jouant sur des variables démographiques => cf politiques migratoires et natalistes
- **Augmenter les taux d'activité et d'emploi** par âge et par sexe

Levier pour augmenter le taux d'activité : Développer l'activité féminine

Retard en France : en 2023, le taux d'activité des femmes de 74,4 % alors qu'il est de 82,3 % en Suède, 80,2 % aux Pays-Bas et 77,5 % en Allemagne

Levier pour augmenter le taux d'emploi : Augmenter le taux d'emploi des seniors

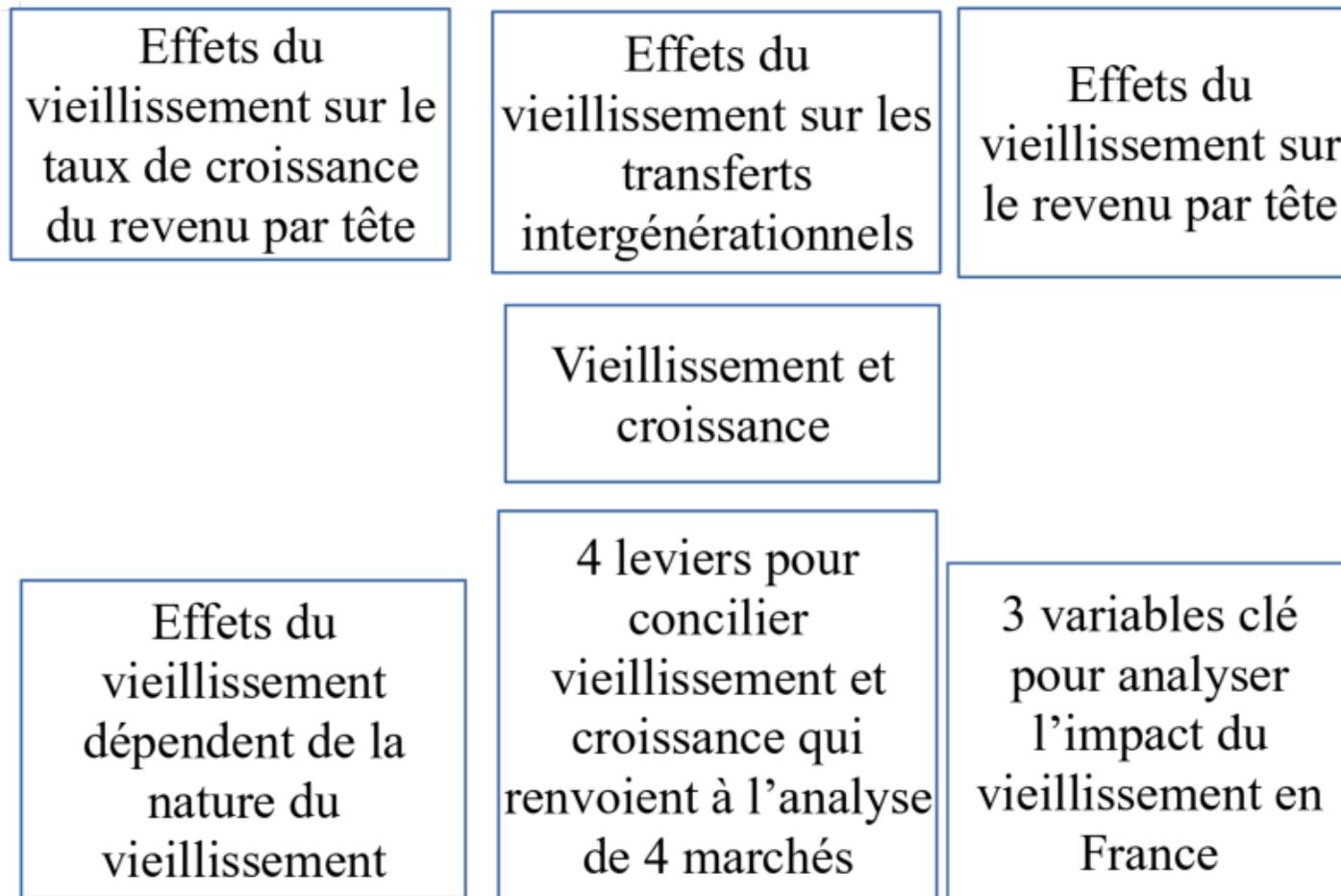
Retard de la France (58,4 % pour les 55-64 ans en 2024) :

En dessous de la moyenne de l'UE (63,9 %)

Très loin des « meilleurs » : Suède (76,9 %), Estonie (73,5 %), Pays-Bas (72,4 %) et Allemagne (71,8 %)

Pour compléter ce point sur les liens entre vieillissement et croissance

Document sur cahierdeprepa : Jacques Pelletan et Alain Villemeur, « Vieillissement et croissance » (2012) **Carte mentale à compléter**



Les retraites et les transferts de capitaux

Le vieillissement pose le problème du financement des retraites

Seuls pays où régime par répartition affectés par ce problème

Arrivée la retraite des baby boomers
+ Augmentation espérance de vie
+ Baisse fécondité



Augmentation du ratio de dépendance démographique
(Nbre pers. ayant âge d'être inactives / Nbre pers.d'âge actif*)

*20-59 ans

2024-2070 : aucun retour à l'équilibre du financement des retraites attendu en France

Hypothèses retenues par le COR pour établir prévisions

Démographiques

Économiques

Réglementaire

Le déficit s'établira à 0,4 % du PIB en 2030, 0,8% en 2070

=> Creusement car baisse des recettes > baisse des dépenses

Leviers pour revenir à l'équilibre

Augmenter le nombre de cotisants

Baisser le taux de chômage structurel

Augmenter les cotisations sociale

Baisser le taux de remplacement

Le vieillissement modifie les flux internationaux de capitaux

Un impact via 3 canaux

1. Les **politiques fiscales et budgétaires** des pays où le vieillissement est le plus avancé

2. L'augmentation de l'épargne et la baisse des **taux d'intérêt** dans les pays où le vieillissement est amorcé

3. Une **réorientation des flux de capitaux** des pays vieillissants vers les économies émergentes et les pays jeunes

Mais cette prévision de la théorie économique ne s'est pas réalisée pour l'instant

La transformation des structures de consommation

Deux effets qualitatifs du vieillissement de la population sur la consommation

1. Un **effet d'âge**
2. Un **effet de génération**

Complément sur cahierdeprepa

« La Silver Économie : un nouveau modèle économique en plein essor »

Reprise du poly 3

2. Les transformations des modes de vie

2.1. Les modes de vie se transforment en raison de multiples facteurs sociologiques, démographiques et environnementaux

Définition mode de vie

Ensemble de manières de vivre et des habitudes de consommation propres à un individu ou, plus généralement à un groupe social

Facteurs ayant modifié modes de vie de la population

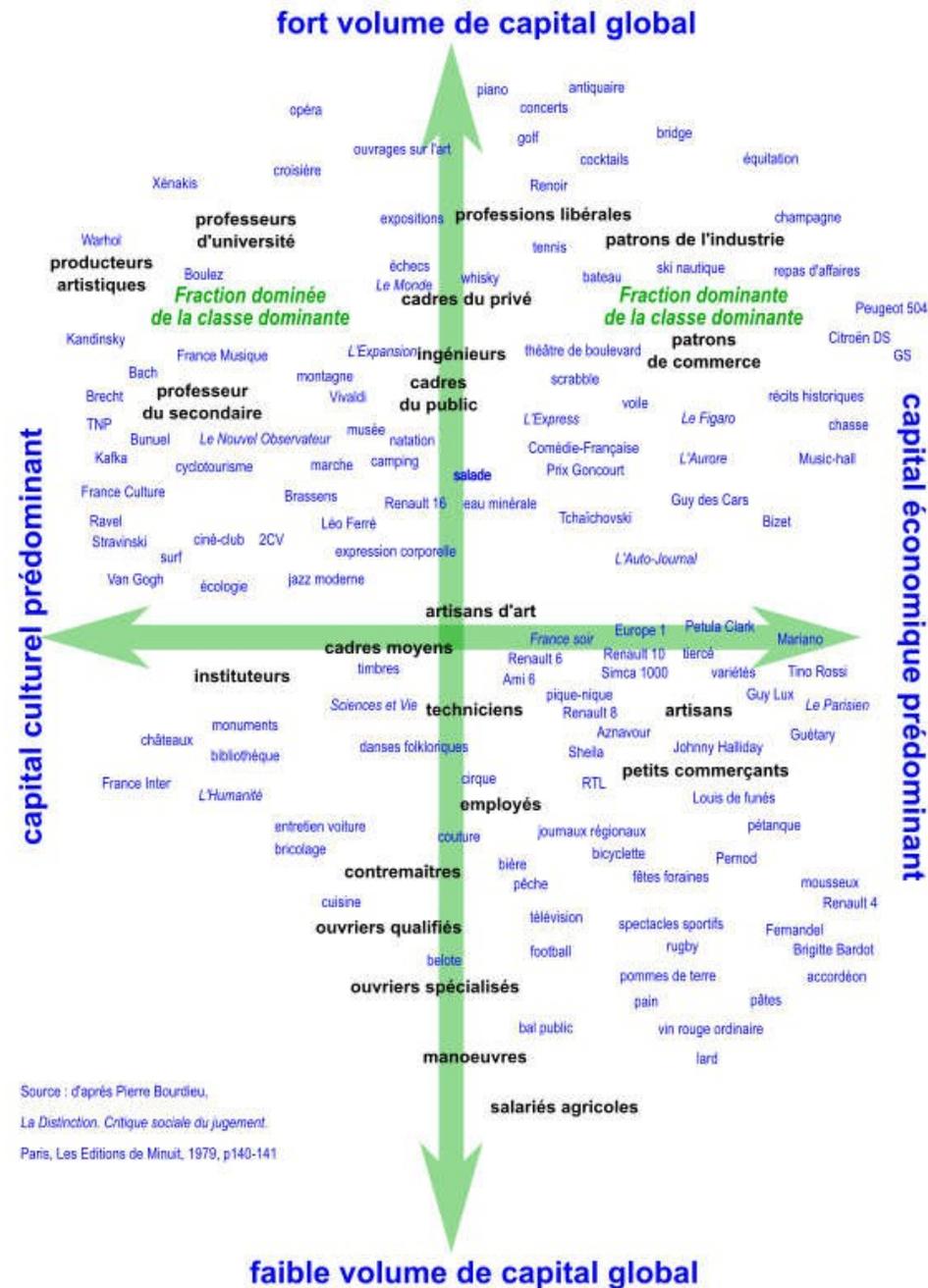
- **Augmentation du niveau de vie** => modification de la structure de la consommation des ménages (loi d'Engel)
- **Gains de productivité et évolution de la demande de biens et de celle de services** => déversement sectoriel => modifications des poids respectifs des groupes sociaux qui ont des habitudes différentes de consommation
- **Massification scolaire**
- **Augmentation du taux d'activité des femmes** => changements dans organisation vie quotidienne => changements dans ce qui est consommé
- Depuis l'**entrée dans l'ère de la consommation de masse** les individus consomment au-delà de leurs besoins
- **L'évolution des instances de socialisation** et le **développement de nouvelles identités** (voir complément ci-après)

Mais la société demeure hiérarchisée

=> Modes de vie restent différenciés selon les groupes sociaux

Des **auteurs incontournables** sur le fait que la consommation est une institution de classe : E. Goblot, T. Veblen et M. Halbwachs, dont les travaux ont été prolongés par P. Bourdieu

La consommation est liée à un habitus de classe (P. Bourdieu)



Source : d'après Pierre Bourdieu,
 La Distinction. Critique sociale du jugement.
 Paris, Les Editions de Minuit, 1979, p140-141

Complément : l'évolution des instances de socialisation et le développement de nouvelles identités impactent aussi les modes de vie

Des années 1950 aux années 1980 : Montée des valeurs individualistes et hédonistes

=> Libéralisation des mœurs : autorisation de la pilule contraceptive (loi Neuwirth en 1967), légalisation de l'IVG (loi Veil en 1979), majorité à 18 ans (en 1974) et le divorce par consentement mutuel (1975)

À ces évolutions s'ajoutent à partir des années 1980 la prise en compte de la diversité et la revendication de droits à la différence

=> Manifestations : Dépénalisation de l'homosexualité en 1981, création du PACS en 1999 et mariage pour tous en 2013, la loi bioéthique étend la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires en 2021

Émancipation des femmes a également conduit à l'évolution des normes sociales et à la transformation des identités sociales

Causes : mouvements féministes, accès à l'école et tertiarisation
Conséquences remise en cause du modèle de la famille traditionnelle

Mais l'égalité avec les hommes n'est pas encore acquise

- À compétence, à poste et à temps de travail équivalent, elles gagnent 5,3 % de moins que les hommes

(<https://www.inegalites.fr/femmes-hommes-salaires-inegalites>)

- Elles sont sur représentées dans le travail à temps partiel : la population à temps partiel est à 79,5 % féminine en 2019 ; parmi les salariés hors apprentis, 28,9 % des femmes et 7,7 % des hommes occupent un emploi à temps partiel

- Elles continuent à assurer l'essentiel des tâches domestiques (<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/videos/participation-femmes--hommes-travail-domestique/>)

Évolutions récentes des normes et des valeurs : poursuite de la remise en cause du modèle productiviste sous une forme renouvelée

Illustration : appel à déserteur d'étudiants d'AgroParisTech en 2022

(<https://www.youtube.com/watch?v=p8zUm5Kbc8M>)

Reprise du poly 3

2.2. Les transformations de la consommation comme illustration des transformations des modes de vie

Analyse reprise de l'ouvrage de Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle*, (2018)

Période 1840-1885 marquée par le dualisme entre luxe et nécessité

Fin de la polarisation de la société entre une minorité de riches qui consomment des produits de luxe et la masse de la population qui ne consomme presque pas de **produits manufacturés**

Naissance d'une société de consommateurs

Industrialisation favorise apparition de produits d'imitation de l'aristocratie, accessibles à d'autres pans de la société, la bourgeoisie en particulier. Illustration : naissance des grands magasins accessibles à la bourgeoisie

Le niveau de vie de la classe ouvrière augmente et elle peut accéder à certains biens de consommation nouveaux **même si la misère ne disparaît pas et que le niveau de vie des ouvriers est fragile** (absence de protection sociale et régulation concurrentielle du marché de travail)

Illustration : Diversification de la consommation alimentaire, logements plus propres et spacieux, vêtements et ameublement plus confortables

Augmentation du niveau de vie des paysans mais pas vraiment de changement des habitudes de consommation

1885-1914 : la belle époque de la consommation

Plein développement de la société de consommateurs

Grands magasins permettent à la classe moyenne d'imiter la bourgeoisie

Toutes les classes bénéficient d'un accroissement de la consommation mais elle n'est pas uniformisée

Par la consommation la bourgeoisie affirme son rang

Illustrations : eau courante et vélo pour la petite bourgeoisie ;
électricité, téléphone et voiture pour la grande bourgeoisie

Imitation de la bourgeoisie par la classe moyenne grâce
aux grands magasins et au développement de la vente à crédit

Augmentations quantitative et qualitative de la consommation des ouvriers mais là encore grande
hétérogénéité

Paysans perdent progressivement leurs spécificités
culturelles en matière de consommation

Illustration : ils sont habillés comme le reste de la population

L'entre-deux-guerres

Produits typiques de consommation de masse apparaissent mais diffusion est limitée car

Augmentation des revenus du travail est trop irrégulière

Paysans ont encore un poids important et des revenus faibles, beaucoup vivent encore de l'autoconsommation

Crédit à la consommation est peu développé

Produits électriques ne peuvent se diffuser qu'avec l'électrification qui est très lente à la campagne

Revenus ouvriers augmentent mais le chômage aussi

Les trente glorieuses et la société de consommation

« Exprimée en francs constants, la consommation des Français double une première fois entre 1948 et 1960 et une seconde entre 1960 et 1973, c'est au cours de cette période que l'on entre dans la société de consommation »

La consommation de masse se diffuse à l'ensemble de la population

Elle conduit à une **uniformisation** de la consommation (Henri Mendras) **qu'il convient de nuancer**

Consommer dans la France d'aujourd'hui

Ralentissements de l'augmentation de la consommation

Causes

Deux crises (1972 puis 2008)

Ralentissement des augmentations de salaires (baisse du poids des salaires dans la VA, cf chapitre 1)

Développement du chômage, précarisation du travail

Évolutions qualitatives de la consommation

De **nouveaux produits concernés par la consommation de masse** : magnétoscope, caméscope, téléphone sans fil, puis téléphone mobile, ordinateurs, consoles de jeu

Augmentation du poids des dépenses pré engagées (cf chap. 1)

« **Consommation de masse personnalisée** » pour répondre à l'augmentation des inégalités de revenu

Toujours des **inégalités sociales** en matière de consommation qui se manifestent aujourd'hui sur les dépenses d'équipement et d'entretien du foyer et de services. Illustration : fortes inégalités d'accès à la propriété, gentrification de certains quartiers, ...

Prise de conscience des excès de la société de consommation => Changements de pratiques (autoproduction, covoiturage, achat mutualisé, achat en circuit court...) avec une motivation encore essentiellement financière, même si elle peut être couplée à d'autres (sociales ou environnementales)

Complément : « Budget et consommation : ce qui distingue les classes sociales » sur le site de l'observatoire des inégalités

(<https://www.inegalites.fr/depenses-selon-la-categorie-sociale>)